



**Les portraits de la région**

[www.observat.qc.ca](http://www.observat.qc.ca)

version intégrale

OBSERVATOIRE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

# Portrait de l'économie

Février 2005

Analyse et rédaction : Mariella Collini, agente de recherche.  
Collaboration : Lili Germain et Julie Thibeault, agentes de recherche.

Reproduction autorisée avec mention de la source. Toute reproduction totale ou partielle doit être fidèle au texte utilisé.

**Vous pouvez vous procurer ce document à l'adresse suivante :**

Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue  
170, avenue Principale, bureau 102  
Rouyn-Noranda (Québec)  
J9X 4P7

Téléphone : 819-762-0774  
Télécopieur : 819-797-0960

Pour télécharger la version PDF : [www.observat.qc.ca](http://www.observat.qc.ca)

## TABLE DES MATIÈRES

<b>TABLE DES MATIÈRES</b> .....	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>4</b>
<b>1. LA SITUATION RÉGIONALE</b> .....	<b>5</b>
1.1 Territoire.....	5
1.2 Évolution démographique.....	5
1.3 Structures d'âge.....	6
1.4 Perspectives démographiques .....	6
1.5 Conséquences aux changements démographiques.....	7
1.6 Bilinguisme.....	8
1.7 Niveau de scolarité .....	8
1.8 Revenus.....	9
1.9 Logement.....	11
<b>2. LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE</b> .....	<b>12</b>
2.1 Évolution de la structure économique régionale .....	12
2.2 La conjoncture économique selon les secteurs d'activités.....	14
2.2.1 Secteur de l'exploitation et gestion des ressources naturelles .....	14
Agriculture .....	14
Industrie minière .....	16
Industrie forestière.....	19
2.2.2 Secteur secondaire .....	20
Secteur manufacturier .....	20
Construction.....	24
2.2.3 Le secteur des services.....	31
2.2.4 Autres secteurs d'activités névralgiques et en émergence .....	36
Transport.....	36
Tourisme .....	38
Économie du savoir .....	39
Économie sociale.....	41
<b>3. LES INFRASTRUCTURES</b> .....	<b>42</b>
Transport.....	42
Énergie .....	42
Communications .....	43
Parcs industriels.....	43
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>45</b>
<b>LES BONS MOTS</b> .....	<b>46</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>47</b>
<b>ANNEXE 1</b> .....	<b>48</b>
<b>ANNEXE 2</b> .....	<b>50</b>
<b>ANNEXE 3</b> .....	<b>51</b>

## INTRODUCTION

La situation démographique d'un milieu ainsi que les caractéristiques socioéconomiques de la population jouent généralement un rôle moteur dans la croissance économique ou non d'une région. Une croissance démographique continue généralement à alimenter une forte demande intérieure en biens et services. Or, une décroissance démographique peut occasionner une contraction du marché intérieur et limiter le déploiement des industries et/ou des services. Au regard du marché du travail, une décroissance démographique peut avoir pour effet une diminution de la population active et, par ricochet, une hausse possible des difficultés de recrutement d'une main-d'œuvre formée et qualifiée. C'est dans cette optique que le chapitre 1 trace les tendances démographiques de l'Abitibi-Témiscamingue. L'on y aborde notamment le déclin démographique en cours depuis 1996 et qui devrait se poursuivre jusqu'en 2026. On analyse également la question des revenus, du logement ainsi que du niveau de la scolarité.

Encore aujourd'hui, force est de constater que la structure économique de l'Abitibi-Témiscamingue est toujours aussi étroitement liée à l'activité des industries minière, forestière et agricole. Et que par conséquent, le marché du travail de la région est particulièrement vulnérable à la conjoncture économique internationale. À preuve, le contentieux canado-américain sur le bois d'œuvre, la crise de la vache folle et les récentes fluctuations à la hausse de la devise canadienne sont quelques-uns des événements des derniers mois qui sont venus fragilisés les piliers économiques de la région. Ainsi, bien que la région assiste à une tertiarisation de son économie, la proportion d'emplois associés à la gestion des ressources naturelles demeure plus élevée ici que dans l'ensemble du Québec. Le chapitre 2 analyse la récente dynamique du marché du travail et trace un bref portrait de la conjoncture des principaux secteurs d'activités de la région.

De nombreuses infrastructures sont nécessaires afin de favoriser et de maximiser le développement économique d'une région. À cet égard, le chapitre 3 contient une brève description de quelques-unes de ces composantes. Il s'agit du réseau de transport, de l'énergie, des communications et des parcs industriels présents dans la région.

## 1. LA SITUATION RÉGIONALE

### 1.1 Territoire

L'Abitibi-Témiscamingue est bordée principalement par les régions administratives de l'Outaouais (au sud), du Nord-du-Québec (au nord) et de la Mauricie (à l'est). La province de l'Ontario forme la limite ouest de la région. Avec une superficie de 57 340 km<sup>2</sup>, elle occupe 4,4 % du territoire de la province, ce qui la place au 4<sup>e</sup> rang des régions administratives les plus étendues. Quant à sa densité de population, elle arrive au 15<sup>e</sup> rang, avec 2,5 habitants par kilomètre carré.

La région est composée de cinq municipalités régionales de comté ou territoire équivalent : Abitibi, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda (ville), Témiscamingue et Vallée-de-l'Or. Selon les données de l'Institut de la statistique du Québec, la population se répartit à travers 65 municipalités, 7 communautés autochtones et 10 territoires non organisés.

#### Population et territoire selon la MRC, Abitibi-Témiscamingue, 2003

MRC	Population	% Population	Superficie (km <sup>2</sup> )	% Territoire	Nb.hab/km <sup>2</sup>
Abitibi	24 549	16,8%	7 618	13,3%	3,2
Abitibi-Ouest	21 626	14,8%	3 322	5,8%	6,5
Rouyn-Noranda	39 507	27,1%	5 967	10,4%	6,6
Témiscamingue	17 477	12,0%	16 329	28,5%	1,1
Vallée-de-l'Or	42 866	29,3%	24 104	42,0%	1,8
Région	146 025	100,0%	57 340	100,0%	2,5

Sources : Les données de population sont des estimations révisées de la population au 1er juillet 2003 de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Le découpage géographique est celui en vigueur au 1er juillet 2003. Les données sur la superficie en terre ferme (excluant la superficie aquatique) sont de nouvelles estimations produites par la Direction générale de l'information géographique du ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs (MRNFP) dans le cadre de leur mandat. La superficie en terre ferme de l'ISQ diffère de celle de Statistique Canada qui inclut la superficie aquatique (64 673 km<sup>2</sup>).

En 2003, avec une population de 146 000, la région arrive au 14<sup>e</sup> rang dans la province, précédant la Côte-Nord, la Gaspésie – Les Îles et le Nord-du-Québec. Le poids démographique de la région représente 1,9 % de la population québécoise. Les territoires de Rouyn-Noranda et de la Vallée-de-l'Or regroupent 56 % de la population régionale. Par ailleurs, la région se caractérise par une population autochtone en croissance qui totalise, selon le Registre de la population indienne inscrite, près de 5 800 personnes en 2003.

### 1.2 Évolution démographique

Avec une croissance continue de la population jusqu'en 1996, l'Abitibi-Témiscamingue connaît depuis une décroissance. La région a vu sa population chuter de 6 511 personnes (-4,2 %) entre 1991 et 2001. À l'inverse, la province a connu une croissance démographique de 4,7 %.

Le déclin de la population est occasionné par la combinaison de plusieurs phénomènes démographiques. Premièrement, l'accroissement naturel dans la région est toujours positif, c'est-à-dire qu'il y a toujours plus de naissances que de décès. La baisse de la natalité a toutefois pour effet de réduire considérablement l'accroissement naturel. Ce constat, combiné au fait que la région subit très fortement les contrecoups des mouvements migratoires, nous indique que l'accroissement naturel ne suffit plus, à lui seul, à compenser les pertes migratoires.

### Évolution de la population selon la MRC, Abitibi-Témiscamingue, 1971-2001

MRC	1971	1981	1991	2001	Variation de population		
					1971-1981	1981-1991	1991-2001
Abitibi	23 550	24 897	25 912	25 090	5,7%	4,1%	-3,2%
Abitibi-Ouest	27 245	24 921	24 635	22 405	-8,5%	-1,1%	-9,1%
Rouyn-Noranda	38 065	38 441	43 028	40 395	1,0%	11,9%	-6,1%
Témiscamingue	19 220	17 816	17 763	17 838	-7,3%	-0,3%	0,4%
Vallée-de-l'Or	34 805	39 112	44 107	43 206	12,4%	12,8%	-2,0%
Région	142 885	145 187	155 445	148 934	1,6%	7,8%	-4,2%
Québec	6 027 720	6 438 403	7 064 735	7 396 990	6,8%	13,0%	4,7%

Source : Institut de la statistique du Québec. Compilation : Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue.

### 1.3 Structures d'âge

En 2003, la région enregistre toujours une proportion un peu plus importante de jeunes et à l'inverse, une proportion de personnes âgées moindre qu'au Québec.

#### Population selon les grands groupes d'âge, MRC de l'Abitibi-Témiscamingue, 2003

MRC	0-14 ans	%	15-64 ans	%	65 ans et +	%
Abitibi	4 774	18,7%	18 118	70,9%	2 657	10,4%
Abitibi-Ouest	3 864	17,9%	14 664	67,8%	3 098	14,3%
Rouyn-Noranda	7 294	18,5%	27 511	69,6%	4 702	11,9%
Témiscamingue	3 449	19,7%	11 769	67,3%	2 259	12,9%
Vallée-de-l'Or	8 340	19,5%	29 869	69,7%	4 657	10,9%
Région	<b>27 721</b>	<b>19,0%</b>	<b>100 931</b>	<b>69,1%</b>	<b>17 373</b>	<b>11,9%</b>
Québec	1 285 505	17,2%	5 205 608	69,5%	1 001 220	13,4%

Source: Statistique Canada. Estimations de la population, données révisées. 8 décembre 2004.

L'âge moyen de la population régionale croît plus rapidement que dans l'ensemble du Québec. Il est passé de 33,0 ans en 1991 à 37,0 ans en 2001, une hausse de 4 ans en une décennie. Au Québec, l'âge moyen est passé de 35,8 ans à 38,5 ans, soit une hausse de 2,7 ans. Le rythme lié au vieillissement de la population dans la région s'explique notamment par la diminution des naissances, l'exode de la population en âge de procréer ainsi que par une plus grande longévité. Selon les MRC, l'âge moyen est de 36,3 ans en Abitibi, 38,3 ans en Abitibi-Ouest, 37,2 ans à Rouyn-Noranda, 37,0 ans au Témiscamingue et de 36,5 ans dans la Vallée-de-l'Or.

Dans une structure démographique équilibrée, souvent illustrée par une pyramide d'âge, les plus jeunes constituent un groupe plus important que celui des personnes plus âgées. Cependant, dans la région comme au Québec, la pyramide des âges tend à s'inverser depuis quelques décennies. On remarque une très nette diminution de la population la plus jeune en même temps qu'une augmentation de la population âgée, ce qui illustre le vieillissement de la population.

### 1.4 Perspectives démographiques

Le déclin démographique enclenché au cours des dernières années se poursuivra partout dans la région, et ce, pour plusieurs décennies. La population devrait totaliser environ 130 000 personnes en 2026 selon les projections de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). D'ici 15 ans, il s'agira de 12 672 habitants de moins qu'aujourd'hui, et d'ici 20 ans, 16 123 personnes de moins, soit une baisse de 12,9 %. D'ici 2026, toutes les MRC de la région subiront les contrecoups de la décroissance. Certaines seront plus touchées que d'autres : Abitibi-Ouest avec une diminution de 20,1 %, Rouyn-Noranda avec 13,9 %, Abitibi avec 13,5 %, Vallée-de-l'Or avec 11,1 % et enfin, le Témiscamingue avec une baisse de 4,8 %. La baisse graduelle du poids relatif des jeunes et de la population active ainsi que l'augmentation substantielle de celui des personnes âgées occasionnera un vieillissement accéléré de la population dans la région. En 2026, l'âge moyen de la population régionale pourrait atteindre 46,3 ans comparativement à 44,9 ans au Québec.

**Perspectives de population pour les MRC de l'Abitibi-Témiscamingue, 2006 à 2026**

	2006	2011	2016	2021	2026
<b>Abitibi</b>	24 120	23 529	22 958	22 381	21 724
<b>Abitibi-Ouest</b>	20 983	20 136	19 365	18 652	17 919
<b>Rouyn-Noranda</b>	38 551	37 575	36 637	35 742	34 790
<b>Témiscamingue</b>	17 391	17 254	17 198	17 127	16 988
<b>Vallée-de-l'Or</b>	42 001	41 089	40 231	39 390	38 420
<b>Région</b>	142 975	139 583	136 388	133 292	129 841
<b>Variation</b>	..	-2,4%	-2,3%	-2,3%	-2,6%
<b>Québec</b>	7 603 091	7 766 718	7 905 031	8 014 407	8 085 850
<b>Variation</b>	..	2,2%	1,8%	1,4%	0,9%

Source : Institut de la statistique du Québec. Compilation : Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue.

Comme l'indiquent les perspectives de population, les jeunes seront de moins en moins nombreux dans la région alors que la population qui se rapprochera de la retraite tendra à augmenter rapidement. Ces deux facteurs auront une influence sur la population en âge de travailler, soit les personnes âgées de 15 à 64 ans<sup>1</sup>.

**Perspectives de population selon les grands groupes d'âge, MRC de l'Abitibi-Témiscamingue, 2026**

MRC	0-14 ans	%	15-64 ans	%	65 ans et +	%	Total
<b>Abitibi</b>	2 996	13,8%	12 837	59,1%	5 891	27,1%	21 724
<b>Abitibi-Ouest</b>	2 514	14,0%	9 903	55,3%	5 502	30,7%	17 919
<b>Rouyn-Noranda</b>	4 471	12,9%	20 554	59,1%	9 765	28,1%	34 790
<b>Témiscamingue</b>	2 591	15,3%	10 154	59,8%	4 243	25,0%	16 988
<b>Vallée-de-l'Or</b>	5 397	14,0%	22 855	59,5%	10 168	26,5%	38 420
<b>Région</b>	17 969	13,8%	76 303	58,8%	35 569	27,4%	129 841
<b>Québec</b>	1 138 433	14,1%	4 973 236	61,5%	1 974 180	24,4%	8 085 849

Source : Institut de la statistique du Québec. Compilation : Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue.

En lien avec les perspectives du marché du travail, on remarque que la part de la population de 15 à 64 ans de l'Abitibi-Témiscamingue déclinera de 70 % en 2006 à 67 % en 2016 et enfin, à 59 % en 2026. Au Québec, il s'agit de la même tendance à la baisse, avec des proportions similaires en 2006, 2016 et 2026. Pour 2026, tous les territoires de MRC auront des proportions de leur population en âge de travailler similaires ou à peine plus élevées que la part régionale, sauf pour l'Abitibi-Ouest.

**1.5 Conséquences aux changements démographiques**

Les conséquences de la décroissance démographique interpellent la société dans divers domaines. Que l'on pense notamment aux impacts sur l'économie et le marché du travail, sur les revenus, sur l'adaptation des programmes et des services publics ou sur la dynamique régionale.

La démographie joue généralement un rôle moteur dans la croissance économique. Une économie qui connaît une croissance démographique continue alimente une forte demande intérieure en biens et services. Avec la décroissance démographique que l'on enregistre dans la région, on pourrait assister à une contraction du marché intérieur ainsi qu'à un moins grand déploiement industriel et/ou des services. Toutefois, selon des experts, le maintien de la vigueur de l'économie peut passer par les exportations manufacturières, et ce, même s'il y a absence de croissance démographique. Il serait possible de compenser en partie le ralentissement par l'augmentation de la productivité dans des secteurs à plus forte valeur ajoutée.

<sup>1</sup> L'ensemble de la population ne joint pas le marché du travail dès 15 ans et la retraite se prend souvent en deçà de 65 ans au Québec. Toutefois, même si nous avons considéré un groupe d'âge légèrement différent pour décrire la population en âge de travailler, les grandes tendances décrites dans cette section seraient demeurées les mêmes.

Essentiellement au regard du marché du travail, comme nous l'avons constaté précédemment, la baisse démographique aura pour effet une diminution de la population active et, par ricochet, une hausse possible des difficultés de recrutement d'une main-d'œuvre formée et qualifiée. Et cela est sans compter les risques associés aux pertes de savoir-faire.

Toutefois, il est important de noter que la baisse de la population en âge de travailler n'implique pas systématiquement une baisse équivalente du nombre de travailleurs disponibles. L'intégration des jeunes, des femmes, des personnes handicapées, des autochtones, des immigrants ainsi que le maintien sur le marché du travail de la main-d'œuvre vieillissante seront autant de moyens d'assurer un taux d'activité élevé dans la région. Au chapitre de la formation, l'économie se transforme déjà au profit de travailleurs scolarisés et compétents qui favorisent l'atteinte de plus grands gains de productivité. Accroître la scolarisation, les formules de stages en entreprises, le développement des compétences par divers programmes d'études ou d'intégration à l'emploi ou encore, le mentorat dans les entreprises sont autant de pistes d'actions possibles pour augmenter le savoir-faire de la main-d'œuvre régionale. La rémunération et les conditions de travail dont celles liées à la conciliation famille – travail seront des atouts non négligeables pour recruter et retenir la main-d'œuvre qualifiée.

## 1.6 Bilinguisme

La région possède un taux de bilinguisme moindre qu'au Québec puisque seulement le quart de la population y parle à la fois le français et l'anglais. C'est dans la MRC du Témiscamingue que l'on enregistre le taux le plus important, avec 36 %. Les territoires de Rouyn-Noranda et de la Vallée-de-l'Or suivent avec respectivement 31,5 % et 30 %. La MRC Abitibi-Ouest est celle où la proportion de gens bilingues est la moins élevée de la région (14 %) suivi par l'Abitibi (18 %). Le déploiement des marchés locaux et régionaux vers l'Ontario, par exemple, nécessitera l'apport de personnes bilingues.

### Connaissance des langues officielles, MRC de l'Abitibi-Témiscamingue et Québec, 2001

	Population totale selon la connaissance des langues officielles	Anglais seulement	Français seulement	Anglais et français	% Anglais et français
<b>Abitibi</b>	24 270	30	19 835	4 390	18,1%
<b>Abitibi-Ouest</b>	21 690	10	18 630	3 040	14,0%
<b>Rouyn-Noranda</b>	39 265	185	26 700	12 355	31,5%
<b>Témiscamingue</b>	17 285	1 300	9 765	6 215	36,0%
<b>Vallée-de-l'Or</b>	41 850	290	28 750	12 730	30,4%
<b>Région</b>	144 350	1 825	103 675	38 725	26,8%
<b>Québec</b>	7 125 580	327 040	3 831 345	2 907 700	40,8%

Source : Statistique Canada. Recensement 2001.

## 1.7 Niveau de scolarité

L'Abitibi-Témiscamingue, bien qu'elle ait effectué des pas de géant au regard de la scolarité postsecondaire, persiste à avoir un taux de sous-scolarisation élevé (41 %). Au Québec, ce taux est de 30 %. Les jeunes qui quittent le milieu scolaire sans diplôme diminuent leurs chances de se trouver un emploi. Ce phénomène, s'il perdure, accroîtra les difficultés de recrutement d'une main-d'œuvre formée et spécialisée par les entreprises de la région.



**Population âgée de 20 ans et plus selon le plus haut niveau de scolarité atteint,  
MRC de l'Abitibi-Témiscamingue, ensemble du Québec, 2001**

	Abitibi	Abitibi-Ouest	Rouyn-Noranda	Témiscamingue	Vallée-de-l'Or	Région	Québec
Secondaire sans diplôme	7 030	7 650	10 400	4 785	12 685	42 550	1 604 935
%	40,7	48,4	36,3	38,8	42,1	40,8	29,9
Secondaire avec diplôme général	2 845	2 280	4 370	1 825	5 265	16 580	912 730
%	16,5	14,4	15,2	14,8	17,5	15,9	17,0
Secondaire avec diplôme professionnel	2 550	2 220	3 360	1 860	3 790	13 790	617 715
%	14,8	14,0	11,7	15,1	12,6	13,2	11,5
Collégial avec diplôme	1 825	1 690	4 075	1 775	3 380	12 740	820 580
%	10,6	10,7	14,2	14,4	11,2	12,2	15,3
Collégial et universitaire sans diplôme	1 105	700	2 150	775	1 710	6 440	414 500
%	6,4	4,4	7,5	6,3	5,7	6,2	7,7
Universitaire avec diplôme	1 920	1 270	4 325	1 310	3 290	12 120	1 001 490
%	11,1	8,0	15,1	10,6	10,9	11,6	18,6
Population totale de 20 ans et plus	17 275	15 810	28 680	12 330	30 120	104 220	5 371 950
%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Statistique Canada. Recensement 2001.

Au niveau de l'enseignement secondaire, la région se démarque par sa proportion de personnes diplômées du secondaire professionnel, avec 13 % contre 11,5 % au Québec. Enfin, près de 12 % de la population de 20 ans et plus est titulaire d'un certificat ou grade universitaire. Dans l'ensemble du Québec, cette proportion est de 19 %.

## 1.8 Revenus

Selon les indicateurs régionaux sur le revenu de l'Institut de la statistique du Québec, le revenu personnel par habitant dans la région est constamment inférieur à celui du Québec depuis 2000. En 2003, le revenu personnel est estimé à 23 603 \$ dans la région contre 27 592 \$ au Québec. Le revenu personnel dans la région a connu une progression (2 %) nettement moins importante que celle enregistrée au Québec (8,5 %) au cours de ces trois années. En conséquence, l'écart dans le revenu personnel s'est accru au fil des dernières années : le revenu personnel par habitant dans la région représentait 91 % de celui du Québec en 2000, mais il ne correspond plus qu'à 85 % en 2003.

Le revenu disponible est le montant d'argent qu'il reste pour consommer des biens et des services ou épargner une fois toutes les dépenses effectuées. On le calcule en retranchant du revenu personnel brut, les impôts, diverses retenues sur le salaire telles que la contribution au régime des rentes ou à l'assurance-emploi. L'effet conjugué de taux de chômage élevé, de ralentissement de l'activité économique, de la fiscalité et autres taxes peuvent affecter le revenu disponible. À l'image du revenu personnel brut, le revenu personnel disponible au cours des dernières années a connu des fluctuations. Il grimpe légèrement une année pour diminuer l'année suivante, et ainsi de suite. En 2003, le revenu disponible est de 18 097 \$ en Abitibi-Témiscamingue et de 21 065 \$ au Québec.

**Indicateurs régionaux sur le revenu, MRC de l'Abitibi-Témiscamingue, 2000-2003**

	2000	2001	2002	2003*
<b>Revenu personnel par habitant</b>				
Abitibi	23 713	24 010	24 367	..
Abitibi-Ouest	20 496	21 365	21 594	..
Rouyn-Noranda	23 861	24 136	25 416	..
Témiscamingue	21 700	22 802	19 262	..
Vallée-de-l'Or	23 898	23 443	24 772	..
Abitibi-Témiscamingue	23 119	22 800	23 750	23 603
Québec	25 440	26 260	27 067	27 592
<b>Revenu personnel disponible par habitant</b>				
Abitibi	18 350	18 464	18 707	..
Abitibi-Ouest	16 175	16 863	16 479	..
Rouyn-Noranda	17 910	17 990	19 422	..
Témiscamingue	16 694	17 660	14 972	..
Vallée-de-l'Or	18 051	17 390	18 998	..
Abitibi-Témiscamingue	17 656	17 212	18 209	18 097
Québec	18 941	19 671	20 662	21 065
<b>Revenu d'emploi par habitant</b>				
Abitibi	16 420	16 442	17 531	..
Abitibi-Ouest	13 845	14 294	14 891	..
Rouyn-Noranda	17 441	17 428	18 813	..
Témiscamingue	15 548	16 111	13 496	..
Vallée-de-l'Or	17 045	16 603	17 855	..
Abitibi-Témiscamingue	16 384	16 212	17 092	..
Québec	18 119	18 723	19 638	..
<b>Revenu de placement par habitant</b>				
Abitibi	3 237	2 418	2 153	..
Abitibi-Ouest	2 233	1 989	1 737	..
Rouyn-Noranda	2 253	2 027	1 887	..
Témiscamingue	2 106	1 726	1 251	..
Vallée-de-l'Or	2 749	2 301	2 246	..
Abitibi-Témiscamingue	2 538	2 105	1 936	..
Québec	3 484	3 454	3 236	..
<b>Paiements de transferts par habitant</b>				
Abitibi	4 055	5 150	4 683	..
Abitibi-Ouest	4 418	5 082	4 966	..
Rouyn-Noranda	4 166	4 682	4 716	..
Témiscamingue	4 046	4 965	4 515	..
Vallée-de-l'Or	4 104	4 538	4 672	..
Abitibi-Témiscamingue	4 197	4 483	4 722	..
Québec	3 836	4 082	4 194	..

Sources : Institut de la statistique du Québec. Données estimées en mars 2004 pour les années 1998 à 2003.  
\*Estimation du revenu personnel et du revenu personnel disponible en 2003, données réelles pour les autres années.  
Les données réelles sur les revenus de 1995 à 1997 selon les MRC sont tirées de la publication intitulée : Revenu personnel selon les régions administratives, les régions métropolitaines de recensement et les municipalités régionales de comté, édition 2003.

On enregistre une croissance du revenu d'emploi deux fois moins élevée que dans l'ensemble de la province, avec 4 % contre 8 %. En 2003, il s'agit d'un revenu moyen d'emploi de 17 092 \$ dans la région et de 19 638 \$ dans la province.

Pour la période allant de 2000 à 2002, on constate que la croissance du revenu est plus importante dans la région qu'au Québec au chapitre des paiements de transfert par habitant. Il s'agit d'une hausse de 12,5 % contre 9 %. En 2002, les paiements de transfert s'élèvent à 4 722 \$ dans la région et à 4 194 \$ au Québec. Par ailleurs, partout sur le territoire, le revenu de placement par habitant est à la baisse. Il s'élève à 1 936 \$ dans la région en 2002 et à 3 236 \$ au Québec.

On remarque certaines distinctions à l'intérieur du territoire régional. Par exemple, les revenus personnel et d'emploi dans les MRC Abitibi, Rouyn-Noranda et Vallée-de-l'Or sont supérieurs à ceux de la région. Au regard des paiements de transferts par habitant, le portrait est très différent. Seule la MRC Abitibi-Ouest affiche un revenu supérieur au revenu moyen tiré des transferts gouvernementaux en Abitibi-Témiscamingue. Cela peut entre autres s'expliquer par une proportion de personnes âgées plus élevée.

## 1.9 Logement

Dans la région, l'accession à la propriété est plus importante que dans l'ensemble de la province, avec 66,1 % des ménages qui possèdent leur résidence contre 58,0 % au Québec. La valeur moyenne des logements moins élevée qu'au Québec est possiblement un élément incitatif pour faire l'achat d'une maison (79 921 \$ contre 110 668 \$).

Au regard du parc immobilier de l'Abitibi-Témiscamingue, seulement un logement sur dix a été construit entre 1991 et 2001. Ce pourcentage est légèrement inférieur à celui du Québec (12 %). Dans la région comme au Québec, le plus grand nombre de logements construits l'a été au cours de la période de 1971-1981, avec 13 020 logements. La tendance se maintient au cours de la période suivante, avec 11 900 logements bâtis. À l'instar du Québec, l'Abitibi-Témiscamingue a connu un net ralentissement de la construction résidentielle au cours de la dernière décennie. De 1991 à 2001, 6 000 constructions résidentielles ont été levées dans la région, ce qui représente deux fois moins de logements qu'avant. Cette tendance fut remarquée sur l'ensemble du territoire à l'exception de la MRC Témiscamingue.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer le ralentissement de la construction résidentielle. Il y a d'abord une question d'ordre démographique : le contingent de jeunes prêts à se construire une résidence familiale était plutôt faible, le quinquennat 1996-2001 ayant été marqué par un exode important des jeunes adultes. À l'autre bout de l'échelle, les baby boomers sont généralement établis depuis longtemps. Par ailleurs, le ralentissement économique peut avoir incité certaines personnes à se dénicher une résidence sur le marché de la revente plutôt que d'envisager s'établir dans une construction neuve.

### Les logements, MRC de l'Abitibi-Témiscamingue et Québec, 2001

	Abitibi	Abitibi-Ouest	Rouyn-Noranda	Témiscamingue	Vallée-de-l'Or	Région	Québec
Nombre total de logements	9 495	8 735	16 465	6 940	17 290	58 930	2 978 110
Nombre de logements possédés	6 625	6 515	10 280	5 115	10 235	38 765	1 724 465
Nombre de logements loués	2 865	2 225	6 185	1 735	6 850	19 860	1 249 455
Logements construits avant 1991	8 590	8 055	14 855	5 930	15 500	52 930	2 630 670
Logements construits entre 1991 et 2001	905	680	1 615	1 005	1 785	6 000	347 440
Valeur moyenne du logement	72 931 \$	62 365 \$	89 733 \$	74 722 \$	87 922 \$	79 921 \$	110 668 \$

Source : Statistique Canada. Recensement 2001.

## 2. LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE

L'Abitibi-Témiscamingue est une région possédant de nombreuses particularités qui influencent la structure économique et son évolution. Les caractéristiques physiques et géographiques peuvent expliquer en partie l'activité économique régionale.

Depuis quelques années, la région bénéficie d'une économie de plus en plus diversifiée, bien qu'encore aujourd'hui, la situation de l'emploi demeure largement tributaire de l'évolution du secteur de l'exploitation et de la gestion des ressources naturelles. Ce secteur d'activité en particulier dépend du prix des matières sur les marchés internationaux, et ces prix ont généralement subi d'importantes pressions à la baisse au début des années 2000, notamment dans l'industrie aurifère et dans l'industrie du sciage. Néanmoins, l'agriculture et la forêt demeurent pour la région des secteurs d'activité porteurs d'excellentes occasions de développement, notamment au niveau de la transformation.

À l'instar du Québec, l'économie régionale vit également le phénomène de la tertiarisation, secteur généralement moins rémunérateur que celui des ressources naturelles. L'impact de la précarisation, intimement liée au secteur tertiaire, est d'autant plus important qu'il se répercute inévitablement sur le pouvoir d'achats des travailleuses et des travailleurs qui y évoluent et par le fait même sur l'activité économique au quotidien. On remarque par ailleurs que la demande de produits et de services par la population est de plus en plus grande envers les entreprises privées et les institutions publiques, d'où une augmentation de l'offre par le secteur tertiaire, notamment dans celui de la santé et des services sociaux.

### 2.1 Évolution de la structure économique régionale

L'état de santé économique d'une région repose entre autres sur son potentiel de création d'emploi. Selon les estimations de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada, au cours de la période de 1994 à 2004, il s'est créé 6 600 nouveaux emplois en Abitibi-Témiscamingue. Cela représente une croissance de 4,6 %, ce qui est moindre que celle du Québec, avec 19,4 %. La moitié de ces nouveaux emplois ont été créés dans la région depuis 1999.

L'évolution de l'emploi dans la région n'est pas linéaire. Comme pour le Québec, la récession du début des années 1990 s'est faite sentir durement dans la région jusqu'en 1993. Avec une perte nette de 1 200 emplois de 1991 à 1993, la région affichait à cette date, 59 200 emplois. Ensuite, avec 5 700 emplois créés en 1994 et 1995, la situation régionale s'est nettement améliorée pour se contracter à nouveau en 1998, avec une perte de 2 500 emplois. La région assistera de nouveau à une séquence favorable de création d'emplois en 1999 et 2000 (+3 500), suivie d'une année particulièrement difficile en 2001 (-3 100). Le repli de l'économie s'est particulièrement répercuté dans le secteur de la production de biens. Enfin, 2002 et 2003 ont été marquées par une reprise de l'économie qui s'est poursuivie en 2004. Avec 65 700 emplois, l'année 2004 s'est terminée avec un sommet d'emploi similaire à celui de 2000 (65 900), sommet inégalé à ce jour.

Au cours de la période 1994 à 2004, le secteur de la production de biens a gagné 700 emplois, ce qui est surtout attribuable à des hausses de l'emploi dans les secteurs de la forêt, des mines et de la fabrication. Par ricochet, le secteur des services a vu son bassin d'emplois croître huit fois plus rapidement, avec 5 700 emplois de plus au cours de la même période, signe évident de la tertiarisation de l'économie. Généralement, quand il y a une croissance des emplois, tout le secteur du commerce et des services en profite.

Évolution de l'emploi en milliers selon le secteur d'activité, Abitibi-Témiscamingue, 1994 à 2004

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
<b>Ensemble des industries</b>	<b>62 800</b>	<b>64 800</b>	<b>64 400</b>	<b>64 900</b>	<b>62 400</b>	<b>64 600</b>	<b>65 900</b>	<b>62 800</b>	<b>63 500</b>	<b>65 000</b>	<b>65 700</b>
<b>Secteur de la production de biens</b>	<b>26 800</b>	<b>21 300</b>	<b>19 500</b>	<b>20 800</b>	<b>16 500</b>	<b>18 300</b>	<b>20 200</b>	<b>17 400</b>	<b>20 400</b>	<b>19 000</b>	<b>18 600</b>
Agriculture	6 400	1 500	1 700	0	0	1 500	1 900	500	1 800	600	1 000
Foresterie	6 000	2 500	1 700	3 000	2 600	2 700	2 600	3 400	3 500	2 900	3 000
Mines	4 400	6 100	4 900	5 600	4 600	4 300	4 200	3 800	4 000	5 100	4 500
Serv. publics	300	500	100	0	0	0	0	0	100	100	0
Construction	2 400	2 900	2 800	3 000	2 700	2 600	3 300	2 500	3 300	2 100	2 500
Fabrication	6 200	6 900	7 600	7 600	5 400	6 400	7 300	5 900	6 900	6 600	6 200
<b>Secteur des services</b>	<b>36 000</b>	<b>43 500</b>	<b>44 900</b>	<b>44 100</b>	<b>45 900</b>	<b>46 300</b>	<b>45 700</b>	<b>45 400</b>	<b>43 100</b>	<b>46 000</b>	<b>47 000</b>
Commerce de gros	1 500	2 300	2 500	2 600	2 500	2 200	2 400	1 700	1 600	2 900	2 200
Commerce de détail	7 900	8 300	6 900	8 500	9 300	8 200	9 900	9 800	7 800	8 400	10 000
Transport et entreposage	4 200	2 700	4 200	3 800	4 300	4 300	5 500	4 900	4 200	3 400	3 600
Finance, ass. et immobilier	2 400	3 300	3 200	3 500	2 700	2 200	1 900	2 000	2 300	2 400	1 600
Services prof., scientifiques et techniques	0	1 900	2 100	2 200	2 200	2 600	1 800	1 600	500	1 700	2 300
Gestion d'entreprises	300	0	1 500	100	800	1 000	0	700	400	1 000	700
Enseignement	3 400	3 900	5 100	4 000	4 100	5 200	5 300	4 900	4 700	4 400	4 900
Soins de santé et ass. sociale	5 200	7 600	6 700	6 600	7 400	6 600	6 600	7 600	8 400	9 800	9 200
Information, culture et loisirs	1 600	1 500	1 800	1 700	0	1 800	1 500	0	2 000	1 900	2 100
Hébergement et restauration	3 400	4 300	3 900	4 000	4 000	5 300	4 000	4 200	3 500	3 200	3 000
Autres services	2 100	2 500	3 400	3 100	3 000	3 600	2 700	2 800	2 600	3 100	3 100
Administrations publiques	2 500	3 800	3 500	3 000	3 800	2 700	3 200	3 200	3 600	3 200	3 700
<b>Primaire</b>	<b>16 800</b>	<b>10 200</b>	<b>8 300</b>	<b>9 200</b>	<b>7 900</b>	<b>8 500</b>	<b>8 700</b>	<b>8 400</b>	<b>9 300</b>	<b>9 200</b>	<b>8 900</b>
<b>Secondaire</b>	<b>8 700</b>	<b>9 700</b>	<b>10 400</b>	<b>10 700</b>	<b>8 100</b>	<b>9 000</b>	<b>10 700</b>	<b>8 300</b>	<b>10 100</b>	<b>8 700</b>	<b>8 600</b>
<b>Tertiaire</b>	<b>37 300</b>	<b>44 900</b>	<b>45 800</b>	<b>45 000</b>	<b>46 400</b>	<b>47 000</b>	<b>46 500</b>	<b>46 100</b>	<b>44 100</b>	<b>47 100</b>	<b>48 100</b>

Source : Enquête sur la population active (EPA). Compilation transmise par Statistique Canada. Note : Les grandes fluctuations qui peuvent survenir pour un même secteur d'activité peut s'expliquer par l'échantillonnage trop faible de l'enquête. C'est le cas notamment des variations allant de 1 500 à 0. Il faut interpréter avec prudence les fluctuations des secteurs d'activité avec moins de 3 000 emplois.

Entre 2003 et 2004

Le marché du travail régional a connu en 2004 une création d'environ 700 emplois, pour un total de 65 700. Cela représente une croissance annuelle de 1,1 %, ce qui est légèrement inférieure à celle du Québec, estimée à 1,7 %.

De 2003 à 2004, la création d'emplois de la région est surtout attribuable au secteur des services, avec 1 000 emplois ou 2,2 % de croissance. Les industries productrices de biens – agriculture, forêt, mines, services publics, construction et fabrication – ont perdu 400 emplois (-2,0 %). L'exploitation minière et le secteur manufacturier ont enregistré un repli de l'emploi et le secteur de la construction, un gain. Dans le vaste secteur des services, les services professionnels, scientifiques et techniques, le commerce de détail, les administrations publiques, l'enseignement, l'information, culture et loisirs ainsi que le transport et l'entreposage ont enregistré une hausse de l'emploi. De 2000 à 2003, le secteur du transport et de l'entreposage éprouvait des difficultés importantes, avec une baisse constante du nombre d'emplois. Or, avec 2004, la hausse de l'emploi enregistrée met fin à sa dégringolade. À l'inverse, le secteur de la

restauration et de l'hébergement éprouve toujours quelques difficultés : il enregistre une baisse constante du nombre d'emplois depuis 2001.

## 2.2 La conjoncture économique selon les secteurs d'activités

À l'image du nouveau Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), l'Enquête sur la population active révèle que l'industrie de production de biens regroupe 18 600 emplois (28,3 % dans la région contre 24,8 % au Québec). Avec un plateau d'emplois jamais aussi élevé, le secteur des services procure 47 000 emplois en 2004, soit 71,5 % de l'emploi. Au Québec, il s'agit d'une proportion de (75,2 %). D'un autre point de vue, la répartition de l'emploi dans la région est la suivante : 13,5 % dans le secteur primaire, 13 % dans le secondaire et enfin, 73 % dans le tertiaire.

L'Abitibi-Témiscamingue bénéficie d'une autre source d'information pour analyser la structure économique. Le service d'information sur le marché du travail de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) tient à jour une liste d'entreprises. Ainsi, la région compterait 5 842 entreprises<sup>2</sup> qui procurent de l'emploi à plus de 57 000 personnes. Cette liste couvre 84 % des emplois occupés en 2004 selon l'Enquête sur la population active. Ces emplois se répartissent selon les mêmes tendances que ceux de l'EPA<sup>3</sup>.

### Entreprises selon les secteurs d'activité, Abitibi-Témiscamingue

	Entreprises
Production de biens	1 571
Secteur des services	4 271
Ensemble des industries	5 842

Source : Service d'information sur le marché du travail, Liste des employeurs, octobre 2004.

#### 2.2.1 Secteur de l'exploitation et gestion des ressources naturelles

Le secteur de l'exploitation et gestion des ressources naturelles regroupe principalement les entreprises dont les activités touchent l'agriculture, l'exploitation forestière et l'extraction minière. Voici un bref aperçu de chacun de ces secteurs d'activité.

##### Agriculture

Généralement, le domaine de l'agroalimentaire constitue un secteur d'activité parmi les plus stables en Abitibi-Témiscamingue, notamment à cause du fait qu'il est généralement moins vulnérable aux fluctuations de marché. Actuellement toutefois, une partie de l'industrie agricole est fragilisée. Les effets de la globalisation des marchés et la crise de la vache folle n'ont pas épargné les producteurs bovins de la région. À la suite d'une expansion rapide des fermes de la région, on notait, dès 2001, un niveau d'endettement important chez de nombreux exploitants agricoles. Cette crise du revenu combinée à la crise de la vache folle créent une pression énorme sur un nombre important d'entreprises agricoles.

À cette conjoncture particulière s'ajoutent d'autres problèmes qui affectent et inquiètent le milieu agricole. En voici quelques-uns : la diminution du nombre de fermes, le manque de relève agricole, l'éloignement des grands centres de distribution, l'absence d'abattoir sur le territoire, les investissements importants à injecter pour la conformité environnementale, les règlements liés aux schémas d'aménagement et le maintien d'un nombre suffisant d'entreprises permettant d'assurer des services de base connexes (fournisseurs, services-conseils, vétérinaires, etc.).

Enfin, malgré une baisse du nombre de producteurs en Abitibi-Témiscamingue et un secteur de la fabrication alimentaire encore peu présent, ce secteur de production s'affiche comme étant dynamique et innovateur. Les producteurs exploitent une superficie un peu plus grande qu'auparavant et encaissent un revenu total qui suit la courbe de cette expansion. La région est toujours reconnue pour la grande qualité

<sup>2</sup> Voir annexe 1 pour une liste des principales entreprises publiques et privées de l'Abitibi-Témiscamingue.

<sup>3</sup> Toutefois, l'analyse de ces données pour quelques secteurs de l'économie en particulier (agriculture, forêt, construction, transport, etc.) peuvent marquer des distorsions importantes comparativement aux données de l'emploi en provenance de l'EPA.

de ses fourrages ainsi que pour les prix concurrentiels des terres. Les producteurs régionaux ont su faire preuve d'innovation par la production d'une vingtaine de produits agricoles dont certains dits « exotiques » (émeus, sangliers, bisons, cerfs, etc.). Bien que le volume de transformation alimentaire est l'un des plus faibles de la province, on a assisté à un certain dynamisme au cours des dernières années (fromageries, expansion d'une chocolaterie, entreprise viticole, etc.). Par ailleurs, afin de s'adapter aux nouveaux besoins et exigences des consommateurs, des producteurs de la région offrent aussi des produits biologiques. Enfin, on voit également apparaître de nouveaux produits agro-touristiques qui contribuent à l'essor et à l'attrait touristique de la région.

### L'état de situation

En 2003, selon le fichier d'enregistrement du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), l'Abitibi-Témiscamingue compte un nombre total de 753 fermes. La région a vu son nombre total de fermes diminué de 16 unités, ce qui représente une baisse de 2 % depuis 2000. Les producteurs de la région ont généré des revenus totaux d'environ 94 M\$, ce qui représente une hausse de 14 % comparativement à 2000.

Au niveau du nombre de fermes, la diminution la plus importante a eu lieu dans la MRC de Témiscamingue, avec 12 fermes en moins. À l'inverse, c'est la MRC Abitibi-Ouest qui a été la plus stable tant au niveau du nombre de fermes que de la superficie totale. La diminution régionale du nombre de fermes peut s'expliquer de différentes façons : manque de relève agricole, achat de terres agricoles voisines par des propriétaires, faillites agricoles, etc. Actuellement, la concentration de l'activité agricole se manifeste principalement dans les MRC Témiscamingue, Abitibi-Ouest et Abitibi, avec 87,5 % des fermes établies dans la région.

En termes de retombées économiques, la production laitière représente la plus grande activité agricole dans la région. La production bovine arrive au deuxième rang. Ces productions génèrent des revenus respectifs de l'ordre de 37,4 M\$ et de 28,8 M\$. La production végétale arrive au troisième rang (12,2 M\$) suivi des productions porcine (3,7 M\$) et ovine (3,0 M\$). Quant au nombre d'exploitations, on retrouve près de deux fois plus de producteurs bovins que laitiers dans la région, qui sont au nombre de 326 et de 184. Cela jette un certain éclairage sur les répercussions que peut avoir la crise de la vache folle sur les principaux concernés, soit les producteurs de bovins. Par la bande, la crise de la vache folle a aussi des répercussions sur les exploitants laitiers, étant donné que les producteurs retirent des revenus substantiels de la vente de vaches dites de « réforme ». Ces dernières, après quelques années de production laitière, sont acheminées à l'abattoir.

### Nombre, revenus et superficies des exploitations agricoles Abitibi-Témiscamingue, 2003

	Nombre	Revenus (\$)	Superficies
<b>Abitibi</b>	172	16 109 499	42 688
<b>Abitibi-Ouest</b>	202	28 554 436	60 001
<b>Rouyn-Noranda</b>	59	3 980 883	13 342
<b>Témiscamingue</b>	285	36 460 963	68 397
<b>Vallée-de-l'Or</b>	35	9 339 320	9 077
<b>Total</b>	753	94 445 101	193 505

Source : MAPAQ, Fiches d'enregistrement 2003.

## Les emplois

Selon les données de l'Enquête sur la population active (EPA), l'agriculture à proprement parler génère quelque 1 000 emplois<sup>4</sup>, ce qui représente un peu moins de 2 % de la main-d'œuvre régionale. Pour chaque emploi direct créé en agriculture, on peut estimer qu'il découle 0,6 emploi indirect et induit<sup>5</sup>, ce qui équivaut à environ 600 emplois.

## La filière bioalimentaire

L'industrie bioalimentaire comprend l'agriculture, la transformation, le commerce de gros et de détail et la restauration. On estime à plus de 1 500, le nombre d'entreprises qui oeuvrent dans la filière agroalimentaire. Avec 9 223 emplois, cette filière représente 14 % des emplois occupés dans la région<sup>6</sup>.

La contribution sectorielle mesurée par l'emploi nous indique que la restauration et le commerce de détail sont responsables des deux tiers de l'emploi du bioalimentaire en Abitibi-Témiscamingue, avec respectivement 34 % et 32 % de l'emploi. Par la suite, on retrouve l'agriculture proprement dite (20 %), le commerce alimentaire de gros (8 %) et la transformation (6 %).

Selon d'autres données tirées du Profil de l'industrie bioalimentaire du MAPAQ, le produit intérieur brut (PIB) de l'industrie bioalimentaire régionale est de 190 M\$ pour un chiffre d'affaires de plus de 660 M\$. Au regard du marché, les recettes se répartissent comme suit<sup>7</sup> :

- Pour le secteur agricole, il s'agit de recettes tirées de la vente de produits se chiffrant à 100 M\$.
- Au plan manufacturier, la valeur des livraisons des produits transformés s'élève à 120 M \$, ce qui représente 1 % de celle du Québec.
- Le commerce de détail enregistre des ventes fixées à 320 M\$. Quant à la restauration, elles sont estimées à 120 M\$ dans la région.

## Industrie minière

Depuis 1997 jusqu'à tout récemment, le secteur minier a connu un ralentissement important de ses activités. On peut relever certaines causes dont l'existence de politiques mondiales qui ont attiré certains capitaux en d'autres lieux, le cycle de vie de plus en plus court pour plusieurs mines actives de notre territoire, le prix des matières premières généralement peu élevé, la diminution substantielle des travaux d'exploration ou encore, les fermetures récentes de certaines mines. Ces facteurs ont eu pour effet de laisser planer un doute quant à l'avenir de l'industrie minière dans la région. L'une des conséquences du climat morose qui a perduré ici est la pénurie de main-d'œuvre spécialisée dans le domaine.

Toutefois, au cours de la dernière année, on constate une relance de l'industrie minière quant aux projets d'exploration, ce qui est notamment attribuable à la hausse du prix de l'or mais aussi, à celui des autres métaux (argent, cuivre, aluminium et nickel). Le raffermissement et le maintien à la hausse des prix des métaux incitent ou inciteront certaines compagnies à réévaluer le potentiel minéral de leurs propriétés dans la région. Il peut s'agir de récupérer du minerai, de prolonger la vie de certaines propriétés ou encore d'exploiter des gisements jusqu'ici peu rentables. Déjà, la relance a des effets positifs sur les entreprises minières oeuvrant en sous-traitance. Autre élément favorable à l'exploration est la récente révision de la fiscalité au palier provincial par le biais notamment des mesures accréditives. Jusqu'au budget 2003, les sociétés juniors fonctionnaient depuis quelques années avec des mesures temporaires. Avec la mise en place d'un régime permanent, d'une bonification des crédits d'impôts combinée au raffermissement des prix des métaux, les sociétés devraient enregistrer des résultats probants quant à leur collecte de fonds auprès des investisseurs.

Au niveau de la transformation, la Fonderie Horne réalise la première transformation du cuivre et le recyclage du cuivre et des métaux précieux. Avec la fermeture éventuelle de la mine Louvicourt qui est un important fournisseur de cuivre, la Fonderie Horne aura d'importants défis d'approvisionnement à relever à court et moyen termes. À la suite du règlement du récent conflit de travail, la Fonderie Horne de Rouyn-

<sup>4</sup> Donnée qui provient de l'Enquête sur la population active. Les données inférieures à 1 500 sont à considérer avec prudence.

<sup>5</sup> Les emplois directs (construction et production), emplois indirects (approvisionnement, transport, sous-traitance, services à la production), emplois induits (effet du revenu sur le commerce et les services locaux).

<sup>6</sup> Blanchette, Luc. Avis sectoriel sur le bioalimentaire en Abitibi-Témiscamingue, CRHC Abitibi-Témiscamingue, septembre 2003.

<sup>7</sup> MAPAQ. Profil régional de l'industrie bioalimentaire au Québec, estimation pour 2002, 2004.



Noranda emploie environ 480 personnes. Une multitude de facteurs ont joué un rôle quant à la restructuration de la société à savoir la concurrence asiatique, l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et le déclin des réserves des mines de cuivre de la région. Toutes les spéculations entourant la vente de la Fonderie Horne créent un sentiment d'incertitude dans le milieu économique local et régional. Actuellement, la région ne produit aucune 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> transformation des minéraux et métaux.

## L'état de situation

### L'exploration minière

En Abitibi-Témiscamingue, les investissements miniers totaux ont atteint près de 272 M\$ en 2003. À ce chapitre, la performance régionale s'est améliorée de 10 % comparativement à 2000, alors que les investissements étaient de l'ordre de 247,5 M\$. Essentiellement au niveau des dépenses d'exploration et de mise en valeur, elles totalisent dans la région 44 M\$ en 2003 comparativement à 28 M\$ en 2000. Par ailleurs, les dépenses en exploration hors d'un site minier représentent le facteur le plus significatif pour évaluer la santé du domaine minier; ces dépenses assurent les découvertes et l'exploration à plus long terme pour de nouveaux gisements. Depuis 2000, ces dépenses sont passées de 12,5 M\$ à 32,8 M\$ en 2003. Depuis les derniers mois, une série de nouveaux gisements pointent à l'horizon, ce qui redonne une vigueur certaine à l'industrie<sup>8</sup>.

### L'exploitation minière

Actuellement, six sociétés minières réalisent individuellement ou en partenariat des travaux d'extraction minière et de concentration. La production minérale de l'Abitibi-Témiscamingue repose sur les activités d'exploitation de sept mines<sup>9</sup>, dont la majorité sont dites « aurifères ». Aux mines de l'Abitibi-Témiscamingue s'ajoutent celles situées dans le Nord-du-Québec. Au nombre de quatre (incluant Raglan), il s'agit en majorité de mines aurifères.

L'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec ont été touchées par de nombreuses fermetures de mines. Parmi les plus récentes fermetures, nous retrouvons dans la région, les mines Francoeur, Bousquet 2, Kiena et Sigma-Lamaque. Avec les mines Selbaie et Bell-Allard, le Nord-du-Québec a également connu ce phénomène. À ce jour, la mise en production du gisement Persévérance localisé près de Matagami, propriété de Noranda Inc. est retardée. Dès que la société aura pris sa décision, il faudra considérer une période d'au moins deux ans avant la mise en production du gisement.

---

<sup>8</sup> Pour n'en nommer que quelques-uns, nous retrouvons au niveau du polymétallique des travaux d'exploration hors et sur chantier à : Castagnier et Landrienne, Mines Agnico-Eagle à la Ronde II, Ressources Breakwater à la Mine Bouchard-Hébert et Ressources Aur à Louvicourt. Au niveau des métaux précieux, on note entre autres les projets de Casa-Berardi de Mines Aurizon, Lapa de Mines Agnico Eagle, Westwood de Cambior, Exploration Atlantis, Entreprises minières Globex, Ressources Métanor, Lamaque et Kiena. Les Mines Doyon, Géant Dormant et Mouska font également de l'exploration non loin d'exploitations déjà existantes.

<sup>9</sup> Aux mines en production et à la Fonderie Horne s'ajoute une carrière au Témiscamingue détenue par Témisca Inc. et qui emploie entre 15 à 20 employés.

Mines en production et nombre d'emplois, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec, 2004

Compagnie	Mines en production	Emplois (approx.)	Projets en cours*
<b>Abitibi-Témiscamingue</b>			
Cambior	Mouska (A) Doyon (A)	115-125 320	Westwood (A)
Ressources Breakwater	Bouchard-Hébert (P)	180	
Ressources Aur	Louvicourt (P)	215-220	
Mines Richmond	Beaufor (A)	118	
Agnico-Eagle	Donald J. LaRonde (A)	520	La Ronde II, Lapa et Goldex (A)
Exploration Malartic-Sud	Croinor (A)	70	
Century Mining			Mine Sigma (A)
Mines Richmond			East-Amphi (A)
Wesdome			Kiena (A)
Entreprise minière Globex			Baie Fabie- Rivière Magusi (P)
International Taurus Resources et Explorations Fairstar			Fénélon (A)
<b>Nord-du-Québec</b>			
Ressources Meston	Joe Mann (A)	175	
Cambior et Aurizon	Géant Dormant (A)	200	
Falconbridge	Raglan (P)	454	
Inmet	Troilus (A)	308	
Noranda			Persévérance (P)
Aurizon			Casa Berardi (A)
Breakwater			Langlois (P)
Corporation Copper Rand			Projet Copper Rand (P)

Notes : A : aurifère et P : polymétallique. \* Les projets cités sont ceux dont les travaux sont les plus avancés et qui pourraient déboucher sur des projets à moyen et long termes.

Source : Rapport sur les activités d'exploration minière au Québec 2002, 2003. Mise à jour effectuée à la lumière d'une revue de presse régionale. Note : Pour le complexe minier Raglan, les emplois sont de 2002.

Les emplois

Selon les données annuelles de l'EPA, la situation de l'emploi dans le secteur des mines est passée de 5 100 emplois en 2003 à 4 500 en 2004<sup>10</sup>. Ce secteur d'activité représente 7 % de la main-d'œuvre régionale. Les salaires sont parmi les plus élevés au Québec, ce qui a des effets sur le secteur du commerce et des services.

Selon les heures travaillées compilées par le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs, la masse salariale de l'industrie minière en Abitibi-Témiscamingue atteint près de 173 M\$. Pour chaque emploi créé directement dans les mines, 0,6 autre emploi indirect et induit est généré.

On ne peut parler de la main-d'œuvre de l'industrie minière dans la région sans exposer la réalité de la pénurie de travailleurs spécialisés, tant au niveau de l'exploration que de l'exploitation. Cette pénurie s'explique par une relève qui a déserté les formations professionnelles et techniques combiné au fait que de nombreux professionnels ont fait le choix d'aller travailler ailleurs à la suite de nombreuses fermetures de mines et lors du déclin de l'exploration entre 1998 et 2003.

<sup>10</sup> Ces données incluent les mines, sablières/gravières ainsi que les industries des services relatifs à l'exploration et à l'extraction minière. Les données de l'EPA par secteur d'activité recensent tous les emplois associés à un secteur, peu importe les professions que l'on retrouve : mineur, manœuvre, directeur, etc.

## Industrie forestière

L'industrie forestière comprend le secteur de l'exploitation forestière et des services forestiers d'une part, et le secteur de la transformation de la matière ligneuse d'autre part. Les problèmes vécus sont nombreux, à l'image de la diversité du milieu.

Au cours des dernières années, nul doute que le contentieux canado-américain sur le bois d'œuvre qui perdure depuis août 2001 a fortement affecté l'industrie forestière, principalement au niveau du sciage. Avec plus de 90 % de la production de bois d'œuvre exportée aux États-Unis, la baisse de la demande américaine sur le marché aura affecté les entreprises exportatrices de la région. La pression a été plus forte pour réduire les coûts de production afin de compenser le coût des taxes imposées. À ce jour, les emplois perdus temporairement à cause du conflit ont tous été recouvrés. Les coûts associés aux taxes ont laissé peu de manœuvre pour les investissements visant la modernisation de certaines usines de sciage ou encore, pour la réalisation de projets. Bien que certaines entreprises de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> transformation ont vu le jour depuis quelques années, plusieurs projets de première et de deuxième transformation ont plutôt été mis en veilleuse ou retardés. Heureusement, concernant le litige sur le bois d'œuvre, les décisions rendues jusqu'ici sont généralement favorables au Canada. Depuis décembre 2004, une réduction de 27 % à 13 % de la taxe sur les exportations est effective. Comme quoi un malheur ne vient jamais seul, en plus d'être aux prises avec les taxes américaines sur le bois d'œuvre, la hausse récente du dollar canadien vient diminuer les marges bénéficiaires des entreprises forestières.

Les questions entourant l'approvisionnement et la menace de ruptures de stocks est toujours à l'ordre du jour dans la région. D'ailleurs, des fermetures de scieries seraient à prévoir d'ici quelques mois, notamment en Abitibi-Ouest et au Témiscamingue. Les réglementations liées aux activités d'aménagement, de protection de la forêt ou les contraintes se rapportant aux aires protégées maintiennent également l'attention. Le conflit autochtone de rapide Twin a également des répercussions sur certaines entreprises qui ont procédé à des restructurations (mises à pied, fermetures temporaires, etc.).

### L'état de situation

#### Les entreprises forestières

L'exploitation forestière regroupe les entreprises dont l'activité principale est l'abattage des arbres, le tri, le transport, la construction de chemin et le tronçonnage. Les services forestiers regroupent les inventaires, la lutte contre les incendies, l'aménagement, le reboisement, l'exploitation des pépinières, etc. Le secteur de l'exploitation forestière de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec comprend 188 employeurs. L'exploitation forestière se concentre plus particulièrement dans quatre MRC : Témiscamingue, Vallée-de-l'Or, Abitibi et Abitibi-Ouest.

### Nombre d'entreprises forestières en Abitibi-Témiscamingue et dans une partie du Nord-du-Québec, 2004

	Nombre
Exploitation et service forestier	188
Première transformation du bois	47
Deuxième transformation du bois	41
Usine de cogénération et Forêt d'enseignement et de recherche	4
<b>Total</b>	<b>280</b>

Source : Service d'information sur le marché du travail, Avis sur l'industrie forestière, juin 2004.

### La transformation du bois

La contribution des usines de première et de deuxième transformation de la matière ligneuse dans l'économie de la région est considérable. Lors d'une première transformation, la matière devient panneaux, poteaux, bardeaux, contreplaqué, bois d'œuvre, pâtes, papier et carton. On lui donne de la valeur par le séchage, le rabotage, le sciage, le placage, et ce, généralement sur le site même. Un produit de deuxième transformation peut être une porte, fenêtre, cercueil, parquet, meuble, etc.

Selon la liste des entreprises, en Abitibi-Témiscamingue et au Nord-du-Québec, quelque 88 entreprises oeuvrent en première et deuxième transformation pour totaliser plus de 5 600 emplois. Il s'agit de 73 % de l'ensemble des emplois de l'industrie forestière (7 700). L'industrie du sciage et des produits connexes (panneaux, etc.) occupe une place prépondérante dans le secteur de la transformation forestière : avec 42 entreprises, elle offre 3 350 emplois, soit 60 % de tous les emplois en transformation. L'industrie des pâtes, papier et carton représente 29 % des emplois tandis que 11 % est attribué à la deuxième transformation du bois. La présence des industries de première et deuxième transformation du bois se concentre majoritairement à l'intérieur des MRC Abitibi, Abitibi-Ouest, Vallée-de-l'Or et Témiscamingue. L'industrie des pâtes et papier se concentre au sein de deux MRC (Témiscamingue et Abitibi).

### Les emplois

Spécifiquement au niveau de la foresterie et l'exploitation forestière, les données de l'Enquête sur la population active (EPA) révèlent que ce secteur compte 3 000 emplois en 2004, soit 5 % de la main-d'œuvre totale régionale. Entre 2003 et 2004, on note une stabilité de l'emploi dans ce secteur d'activité en particulier. Chaque emploi direct créé dans la première transformation génère 0,6 emploi indirect et induit<sup>11</sup>, soit environ 2 500 emplois .

Selon les données du Service d'information sur le marché du travail, l'industrie forestière de l'Abitibi-Témiscamingue et d'une partie du Nord-du-Québec contribue au roulement de quelque 280 entreprises<sup>12</sup> qui génèrent près de 7 700 emplois. Dans sa globalité, l'industrie forestière représenterait 11 % de la main-d'œuvre totale régionale. On estime la masse salariale de cette industrie aux environs de 280 M\$ annuellement.

### 2.2.2 Secteur secondaire

Le secteur secondaire se répartit entre les industries de la fabrication et de la construction. Selon les données de l'EPA, le secteur secondaire génère 8 700 emplois, ce qui représente 13 % de l'emploi régional. Au Québec, il représente 22 % de l'ensemble des emplois au Québec.

#### Secteur manufacturier

L'Abitibi-Témiscamingue, bien qu'elle possède la majeure partie des groupes d'industries liés à la fabrication, demeure malgré tout principalement orientée vers des activités manufacturières traditionnelles, que l'on pense notamment aux usines de la fabrication de produits de bois, métalliques ou d'aliments pour ne nommer que ces trois principaux secteurs. En conséquence, les emplois sont eux aussi majoritairement concentrés dans des secteurs traditionnels. Selon les données disponibles de 1993 et de 2003, la structure de l'activité manufacturière dans la région s'est peu diversifiée, demeurant concentrée dans le domaine traditionnel de la fabrication.

---

<sup>11</sup> Les emplois directs (construction et production), emplois indirects (approvisionnement, transport, sous-traitance, services à la production), emplois induits (effet du revenu sur le commerce et les services locaux).

<sup>12</sup> Voir annexe 2 pour une liste des principales entreprises forestières.

## L'état de situation

Selon l'Enquête sur la population active, l'emploi dans le secteur de la fabrication est passé de 6 600 en 2003 à 6 200 emplois en 2004<sup>13</sup>. On y retrouve le même nombre d'emplois en 2004 qu'il y a dix ans. Dans l'ensemble, le secteur de la fabrication représente plus de 9 % de l'emploi total de l'Abitibi-Témiscamingue, ce qui est une proportion inférieure à la moyenne du Québec (17,0 %). Chaque emploi créé directement dans le secteur manufacturier génère 0,8 emploi indirect et induit. Selon l'ISQ, les établissements manufacturiers recensés dans la région (177) génèrent une masse salariale à la production évaluée à 208 M\$ en 2001.

## Répartition des entreprises et des emplois selon le secteur manufacturier, 2004

Domaine de fabrication*	Entreprises		Emplois	
	Nombre	%	Nombre	%
<b>Traditionnel des ressources naturelles</b>	<b>84</b>	<b>30,1%</b>	<b>5 182</b>	<b>76,5%</b>
Fabrication de produits en bois	61	21,9%	3 733	55,1%
Fabrication du papier	3	1,1%	490	7,2%
Fabrication de produits minéraux non métalliques	15	5,4%	152	2,2%
Première transformation des métaux	5	1,8%	807	11,9%
<b>Traditionnel des produits de consommation</b>	<b>129</b>	<b>46,2%</b>	<b>996</b>	<b>14,7%</b>
Fabrication d'aliments et boissons	35	12,5%	458	6,8%
Usines de produits textiles	6	2,2%	11	0,2%
Fabrication de vêtements	7	2,5%	52	0,8%
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues	2	0,7%	2	0,0%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	12	4,3%	58	0,9%
Fabrication de produits métalliques	38	13,6%	348	5,1%
Fabrication de meubles et de produits connexes	29	10,4%	67	1,0%
<b>Complexe</b>	<b>52</b>	<b>18,6%</b>	<b>543</b>	<b>8,0%</b>
Impression et activités connexes de soutien	14	5,0%	178	2,6%
Fabrication de produits chimiques	5	1,8%	46	0,7%
Fabrication de machines	13	4,7%	152	2,2%
Fabrication de produits informatiques et électroniques	2	0,7%	13	0,2%
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	7	2,5%	34	0,5%
Fabrication de matériel de transport	11	3,9%	120	1,8%
<b>Divers</b>	<b>14</b>	<b>5,0%</b>	<b>54</b>	<b>0,8%</b>
Activités diverses de fabrication	14	5,0%	54	0,8%
<b>TOTAL</b>	<b>279</b>	<b>100,0%</b>	<b>6 775</b>	<b>100,0%</b>

Source : Service d'information sur le marché du travail (DRHCC). Liste des employeurs, octobre 2004.

\* : La classification des domaines de fabrication provient du Portrait socioéconomique des régions du Québec réalisé par le MDERR. L'utilisation de cette classification a été faite par l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue.

<sup>13</sup> Il est important de se rappeler que les données de l'EPA par secteur d'activité recensent tous les emplois associés à un secteur, peu importe les professions que l'on y retrouve : manœuvre, comptable ou réceptionniste.

### Les établissements manufacturiers

Selon le service d'information sur le marché du travail (RHDC), la région compte un grand total de 279 entreprises manufacturières en 2004. Elles se répartissent majoritairement dans la fabrication de produits de bois (22 %), la fabrication de produits métalliques et non métalliques (19 %), la fabrication d'aliments et boissons (12,5 %), la fabrication de meubles et produits connexes (10 %) et enfin, dans l'impression (5 %) et la fabrication de machines (5 %).

Parmi les 6 775 emplois manufacturiers, 55 % se retrouvent dans l'industrie du bois, 12 % dans la première transformation des métaux, 7 % dans l'industrie du papier, 7 % dans l'industrie alimentaire et un autre 7 % dans l'industrie minière (fabrication de produits métalliques et produits non métalliques). Ensuite, les emplois se situent dans l'impression (3 %), la fabrication de machines (2 %) et de matériel de transport (2 %). Pour le reste, les emplois se répartissent à travers 8 autres groupes d'industries qui ont une incidence moindre sur le secteur de la transformation (5 %).

Selon la liste des employeurs, on retrouve un nombre important d'entreprises manufacturières dans les MRC de La Vallée-de-l'Or (73), Abitibi (60), Rouyn-Noranda (56) et Témiscamingue (43). En Abitibi-Ouest, 8 entreprises manufacturières sont actuellement répertoriées. Quant aux emplois manufacturiers, ils se concentrent principalement dans les MRC de La Vallée-de-l'Or (1 636 emplois) et du Témiscamingue (1 519). Ensuite suivent les MRC Abitibi (1 215), Rouyn-Noranda (1 201) et Abitibi-Ouest (467).

### Catégories de fabrication

Il est possible de distribuer les établissements manufacturiers par type de fabrication. On retrouve 84 industries manufacturières liées au domaine traditionnel de la fabrication des ressources naturelles (bois, papier, produits minéraux non métalliques et transformation des métaux) et 129 se concentrent dans le domaine traditionnel des produits de consommation (aliments, textiles, vêtements, produits métalliques et meubles). Enfin, 52 établissements manufacturiers sont du domaine de la fabrication complexe (impression, produits chimiques, machines, produits informatiques et électroniques, etc.).

Parmi les 6 775 emplois dans la fabrication, on peut estimer à 5 200 le nombre d'emplois liés aux ressources naturelles. Ensuite, il y aurait 1 000 emplois liés à la fabrication de produits de consommation et un peu plus de 500 à la fabrication complexe<sup>14</sup>.

### Les exportations manufacturières

Selon l'Institut de la statistique du Québec, les expéditions manufacturières dans la région frôlent les 2,6 milliards de dollars en 2001, ce qui représente 2 % de la valeur des expéditions du Québec.

La prédominance de l'industrie du bois dans la région se remarque au niveau de la production manufacturière. Selon l'Institut de la statistique du Québec, la valeur de la production manufacturière pour les produits de bois (excluant le papier) se chiffrait à plus de 778,8 M\$ en 2001. Les usines forestières exportatrices génèrent une masse salariale d'environ 94 M\$. Quelque 2 650 employés sont affectés à la production au sein de 40 entreprises manufacturières touchant la fabrication de produits de bois, à l'exception toujours du papier. L'industrie forestière génère 45 % des salaires de la production dans le secteur manufacturier de la région et 10 % de la valeur des expéditions liée à la fabrication de produits de bois au Québec. Les parts relatives des expéditions manufacturières dans les autres secteurs sont toutes inférieures à 10 %, avec 16,5 M\$ pour les produits minéraux non métalliques et près de 10 M\$ pour le matériel de transport.

---

<sup>14</sup> Compilation de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue selon les proportions établies dans le Portrait socioéconomique des régions réalisé par le MDERR.

**Statistiques principales de l'activité manufacturière selon les données disponibles pour certains domaines de fabrication, Abitibi-Témiscamingue, 2001**

Domaine de fabrication	Établissements	Emplois	Salaires à la production (\$)	Valeur des expéditions manufacturières (\$)	Part relative des expéditions manufacturières de la région au Québec
Produits en bois	40	2 650	94 374 000	778 815 000	9,7
Produits minéraux non métalliques	10	98	2 565 000	16 534 000	0,7
Matériel de transport	6	55	1 720 000	9 967 000	0,1
<b>Activité totale</b>	<b>177</b>	<b>5 131</b>	<b>208 336 000</b>	<b>2 591 774 000</b>	<b>2,0</b>

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales. Données révisées de l'Enquête annuelle des manufactures de Statistique Canada.

Selon les données disponibles de l'ISQ, près de 29 % de la valeur des expéditions manufacturières de la région proviennent des établissements de la MRC du Témiscamingue, 15 % de La Vallée-de-l'Or et enfin, 8 % de la MRC Abitibi-Ouest. Ceci doit être attribuable à la présence marquée de l'industrie du bois sur ces territoires.

**Statistiques principales de l'activité manufacturière selon les données disponibles pour les MRC de l'Abitibi-Témiscamingue, 2001**

	Établissements	Emplois	Salaires à la production (\$)	Valeur des expéditions manufacturières (\$)
<b>Abitibi</b>	33	..	..	..
<b>Abitibi-Ouest</b>	32	804	27 029 000	215 077 000
<b>Rouyn-Noranda</b>	31	..	..	..
<b>Témiscamingue</b>	30	1 535	59 103 000	746 298 000
<b>Vallée-de-l'Or</b>	51	1 197	46 184 000	387 037 000
<b>Région</b>	<b>177</b>	<b>5 131</b>	<b>208 336 000</b>	<b>2 591 774 000</b>

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales. Données révisées de l'Enquête annuelle des manufactures de Statistique Canada.

La valeur ajoutée manufacturière rend compte de la productivité de la région au niveau manufacturier. La valeur ajoutée correspond à la différence entre la valeur finale d'un produit et celle de la consommation des autres biens nécessaires à sa fabrication. En Abitibi-Témiscamingue, tous secteurs confondus, la valeur ajoutée manufacturière correspond à 30 % de la valeur totale des expéditions manufacturières des PME et des grandes entreprises. Au Québec, la valeur ajoutée correspond à 42 % de la valeur des expéditions manufacturières. Dans la région, les PME affichent une part plus importante de valeur ajoutée (44 %) dans ses expéditions manufacturières que les grandes entreprises (29 %). Dans l'ensemble de la province, il s'agit de 47 % pour les PME et 41 % pour les grandes entreprises.

Selon les principaux secteurs d'activités pour lesquels il existe des données, la valeur ajoutée dans les expéditions manufacturières de la région liées à la fabrication de bois est de 40 %, ce qui est similaire au Québec. Toutefois, la valeur ajoutée dans la fabrication de minéraux non métalliques est de 61 %, ce qui indique une grande efficacité et compétitivité des entreprises régionales comparativement à celles du Québec (56 %). Pour les autres secteurs (aliments, impression, machines et matériel de transport), la part de la valeur ajoutée enregistrée dans la région est un peu moins élevée que la valeur ajoutée des expéditions manufacturières au Québec.

**Statistiques sur les expéditions manufacturières et la valeur ajoutée selon la taille de l'établissement, Abitibi-Témiscamingue et Québec, 2001**

	Valeur des expéditions manufacturières (\$)	Valeur ajoutée manufacturière (\$)	% de la valeur ajoutée manufacturière
<b>Abitibi-Témiscamingue</b>	2 591 774 000	776 653 000	30,0%
PME	220 227 000	96 189 000	43,7%
Grandes entreprises	2 371 547 000	680 464 000	28,7%
<b>Le Québec</b>	131 945 495 000	55 596 159 000	42,1%
PME	34 616 688 000	16 139 568 000	46,6%
Grandes entreprises	97 328 807 000	39 456 591 000	40,5%

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales. Données révisées de l'Enquête annuelle des manufactures de Statistique Canada.

**Construction**

Au cours des dix dernières années, le domaine de la construction dans la région a présenté beaucoup de fluctuations dans le temps. Un peu à l'image des investissements, la vitalité du domaine de la construction est souvent influencée par des facteurs externes tels les taux d'intérêt, le marché immobilier (la revente de résidences déjà construites) et plus généralement, par la conjoncture économique. Regardons de plus près la conjoncture du secteur de la construction dont la construction résidentielle, le domaine de l'immobilier et plus globalement, les investissements.

**L'état de situation**

La construction

Selon les données de la Commission de la construction du Québec (CCQ), l'industrie de la construction en Abitibi-Témiscamingue a connu sa plus belle performance au cours des années 1995 et 1996. Ces années, rappelons-le, ont été sous le signe d'une grande création d'emplois. En moyenne, on comptabilisait près de 2 500 salariés actifs domiciliés dans la région ayant effectué plus de 1,8 million d'heures. Après ces années, la région a accusé un ralentissement important de ces activités, avec à peine un peu plus d'un million d'heures travaillées sur les chantiers du territoire en 1999. Depuis 2000, le volume de travail annuel se situe aux alentours de 1,2 million d'heures, ce qui représente une hausse de 4 %.

**Données relatives au secteur de la construction, Abitibi-Témiscamingue, 2000 à 2003**

	2000	2001	2002	2003
<b>Heures travaillées sur les chantiers de la région (000)</b>	1 225	1 202	1 235	1 279
Institutionnel et commercial	428	538	497	576
Industriel	528	387	344	373
Génie civil et voirie	185	210	320	244
Résidentiel	84	67	75	86
<b>Salariés actifs domiciliés dans la région</b>				
Nombre	2 145	2 047	2 259	2 429
Heures travaillées (000)	1 346	1 204	1 418	1 622
Salaires versés (000 000 \$)	39,2	34,2	41,5	51,1
<b>Heures travaillées selon la région de travail (000)</b>	1 225	1 202	1 235	1 279
<b>Logements mis en chantier <sup>1</sup></b>	61	40	54	57

Source : Commission de la construction du Québec.

<sup>1</sup> Centres urbains de 10 000 habitants et plus.



L'année 2003 est l'une des meilleures de la période 1993 à 2003, elle arrive en troisième position à la suite du boom connu en 1995 et 1996. En 2003, les salariés actifs domiciliés dans la région sont au nombre de 2 429, ce qui est plus élevé qu'en 2002 (2 259). Le volume de travail a également augmenté, passant de 1,4 à 1,6 million d'heures. Signe de la grande mobilité de la main-d'œuvre de ce secteur, cette hausse n'est pas attribuable aux chantiers situés dans la région, le nombre d'heures effectué sur les chantiers de la région étant demeuré au beau fixe. Ce sont plutôt sur les chantiers du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie, de la Baie-James, des autres provinces canadiennes et du Grand-Montréal que certains salariés de la construction de la région ont travaillé.

De 2002 à 2003, trois catégories de construction ont affiché une hausse d'activité : l'institutionnel et le commercial (16 %) le résidentiel (15 %) et l'industriel (8 %). Après trois années de croissance continue, seul le génie civil et la voirie affiche une baisse de 24 % des heures travaillées en 2003. Le secteur industriel a mis fin à trois années de recul continu avec un volume de travail à la hausse. Au global, la région a bénéficié de la hausse du volume du secteur institutionnel et commercial, secteur qui représente 45 % du volume total de l'activité de la construction dans la région.

#### La construction en 2004

Pour les neuf premiers mois de l'année 2004, le volume total de travail inscrit une progression de 4 % relativement à l'an dernier. Le nombre de salariés domiciliés en Abitibi-Témiscamingue a grimpé de 5 % par rapport à l'an dernier. Les projets de construction, tel que celui de la centrale hydroélectrique Eastmain-1 localisée dans la région de la Baie-James, continuent à attirer des travailleurs de la région.

Selon la liste des projets d'investissements de la Commission de la construction du Québec, les investissements annoncés par les industries minière, forestière et énergétique ont été de l'ordre de 581 M\$, 343,5 M\$ et 333 M\$ au cours des dernières années<sup>15</sup>. L'infrastructure liée à la santé et aux services sociaux s'est améliorée considérablement avec l'expansion des centres hospitaliers d'Abitibi-Ouest et de Val-d'Or, la Maison Pie XII ainsi que du CLSC Le Partage des Eaux. En tout, le secteur de la santé et des services sociaux, de l'éducation et du transport ont généré 96 M\$ en projets d'investissements. Enfin, la construction de deux grandes surfaces commerciales - Provigo et Wal-Mart – vient clore la liste des investissements de plus de 5 M\$ en Abitibi-Témiscamingue.

Le chantier d'Eastmain-1 présentement en cours dans le Nord-du-Québec profite aux salariés de la région. Quelques chantiers importants démarrés récemment dans la région ou à proximité alimenteront également le secteur de la construction pour les prochains mois, que l'on pense aux travaux de réfection des centrales de Rapide-des-Quinze (145 M\$), Rapide-Deux et Rapide-Sept (130 M\$), l'usine Temlam (100 M\$) ou encore, la mine Casa Berardi (100 M\$).

#### Quelques chantiers importants annoncés en Abitibi-Témiscamingue, 2004

	Entreprise	Valeur (M \$)	Secteur d'activité
2004	Cambior – Mine Mouska	9,8 \$	Industrie minière
	Mine Selbaie	10,0 \$	Industrie minière
	Temlam	100,0 \$	Industrie forestière
	Mines Aurizon – Mine Casa Berardi *	100,0 \$	Industrie minière
	Agnico-Eagle – Propriété Lapa	40,0 \$	Industrie minière
	Hydro-Québec – Barrage Lumsden	7,0 \$	Énergie

Source : Commission de la construction du Québec. Note : \*La CCQ inclut la mine Selbaie et la mine Casa Berardi en Abitibi-Témiscamingue alors qu'elles sont situées dans le Nord-du-Québec. En date de décembre 2004.

Au cours des dernières années, toutes les MRC de la région ont assisté à l'annonce de mise en chantier de projets d'envergure estimés à 5 millions de dollars et plus. À la lumière des données disponibles, là où les industries minière et forestière sont prépondérantes, les retombées en investissements sont parmi les plus importantes. L'économie du territoire de Rouyn-Noranda a profité ou profitera d'investissements touchant près de 600 M\$. La MRC de Témiscamingue suit avec 224 M\$. Les autres MRC ont vu se pointer des projets de l'ordre de 192 M\$ dans la Vallée-de-l'Or, 174 M\$ en Abitibi et 124 M\$ en Abitibi-Ouest.

<sup>15</sup> Montants investis compilés jusqu'au 3<sup>e</sup> trimestre 2004.

**Quelques projets d'investissements en Abitibi-Témiscamingue mis en chantier de 1998 à 2004 selon les MRC (3<sup>e</sup> trimestre 2004)**

	Entreprise	Valeur (M \$)	Secteur d'activité
<b>Abitibi</b>	Société Eaux vives Harricana/Parmalat	60,0 \$	Ressource hydrique
	Ministère des Transports	14,0 \$	Transport
	Temlam	100,0 \$	Industrie forestière
<b>Abitibi-Ouest</b>	Centre hospitalier	7,1 \$	Santé et services sociaux
	Commission scolaire Lac Abitibi	7,2 \$	Industrie culturelle
	Mine Selbaie *	10,0 \$	Industrie minière
	Mines Aurizon *	100,0\$	Industrie minière
<b>Rouyn-Noranda</b>	Agnico-Eagle, division La Ronde	277,0 \$	Industrie minière
	Agnico-Eagle, mine La Ronde	60,0 \$	Industrie minière
	Agnico-Eagle	8,0 \$	Industrie minière
	Agnico-Eagle, propriété Lapa	40,0 \$	Industrie minière
	Provigo	12,0 \$	Commerce de détail
	CLSC Le Partage des Eaux	5,0 \$	Santé et services sociaux
	Maison Pie XII	18,8 \$	Santé et services sociaux
	Hydro-Québec	15,0 \$	Énergie
	Hydro-Québec	130,0 \$	Énergie
	Noranda	16,0 \$	Industrie minière
	Soeurs de la Charité d'Ottawa Corp.	5,0 \$	Santé et services sociaux
	Cambior - Mine Mouska	9,8 \$	Industrie minière
	<b>Témiscamingue</b>	Tembec	110,0 \$
Commonwealth Plywood Ltée		5,0 \$	Industrie forestière
Commonwealth Plywood Ltée		10,5 \$	Industrie forestière
Hydro-Québec		50,0 \$	Énergie
Ministère des transports		23,5 \$	Transport
Hydro-Québec		18,0 \$	Services publics
Hydro-Québec – Barrage Lumsden		7,0 \$	Énergie
<b>Vallée-de-l'Or</b>	Boralex	50,0 \$	Énergie
	Domtar	5,0 \$	Industrie forestière
	Wal-Mart	5,5 \$	Commerce de détail
	Ministère des Transports	15,0 \$	Transport
	Hydro-Québec	81,0 \$	Énergie
	Centre hospitalier Val-d'Or	5,0 \$	Santé et services sociaux
	Les mines McWatters inc.	17,0 \$	Industrie minière
Les mines McWatters inc.	13,5 \$	Industrie minière	

Source : Commission de la construction du Québec. Note : \*La CCQ inclut la mine Selbaie et la mine Casa Berardi en Abitibi-Témiscamingue alors qu'elles sont situées dans le Nord-du-Québec. En date de décembre 2004.

### Les emplois

Selon les données de l'EPA, le domaine de la construction génère quelque 2 500 emplois en 2004, soit 4 % de l'emploi total de la région. Il s'agit d'une proportion similaire à celle du Québec (4,5 %). Selon l'Avis sur l'industrie de la construction, on retrace 483 entreprises<sup>16</sup>, dont un grand nombre d'entre elles se classent dans les travaux spécialisés ou de génie suivi des entrepreneurs généraux. On peut estimer à 69 M\$ la masse salariale de l'industrie de la construction en Abitibi-Témiscamingue.

<sup>16</sup> Voir annexe 3 pour une liste des principales entreprises de la construction.

**Répartition des entreprises de la construction selon le type,  
Abitibi-Témiscamingue, 2004**

	Abitibi-Témiscamingue	
	Nombre	%
Entrepreneurs généraux	136	28,2 %
Entrepreneurs spécialisés (travaux de génie)	339	70,2 %
Industries des services relatifs à la construction	8	1,7 %
<b>TOTAL</b>	<b>483</b>	<b>100 %</b>

Source : Service d'information sur le marché du travail, Avis sur la construction en Abitibi-Témiscamingue, juillet 2004.

**La construction résidentielle**

Depuis le creux de 2001, force est de constater que l'activité dans le marché de la construction résidentielle augmente tranquillement dans les principales agglomérations de l'Abitibi-Témiscamingue. Toutefois, l'année 2004 se termine avec un bilan de la construction résidentielle très intéressant. Avec un total de 114 mises en chantier en 2004, on enregistre exactement deux fois plus de mises en chantier qu'en 2003. C'est dans l'agglomération de Val-d'Or que la construction résidentielle a été la plus active, avec 43 mises en chantier en 2004. Elle est suivie de près par l'agglomération de Rouyn-Noranda, avec 42 mises en chantier. Enfin, le secteur d'Amos enregistre 29 mises en chantier. Pour toutes les agglomérations, on note une hausse certaine de l'activité comparativement à 2003.

**Mises en chantier dans la construction résidentielle, agglomérations de l'Abitibi-Témiscamingue, 2001 à 2004**

	TOTAL	Amos	Rouyn-Noranda	Val-d'Or
<b>2004</b>	<b>114</b>	<b>29</b>	<b>42</b>	<b>43</b>
1 <sup>er</sup> trimestre	5	5	0	0
2 <sup>e</sup> trimestre	23	7	0	16
3 <sup>e</sup> trimestre	69	13	37	19
4 <sup>e</sup> trimestre	17	4	5	8
<b>2003</b>	<b>57</b>	<b>15</b>	<b>26</b>	<b>16</b>
<b>2002</b>	<b>54</b>	<b>14</b>	<b>25</b>	<b>15</b>
<b>2001</b>	<b>40</b>	<b>8</b>	<b>16</b>	<b>16</b>

Source : Communiqués de presse de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Compilation : Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue.

Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, malgré le contexte favorable à l'accession à la propriété par le biais de taux hypothécaires historiquement faibles, le marché du neuf dans la région a tardé à accélérer son rythme de croissance. Généralement, le peu de mises en chantier résidentielles est occasionné par plusieurs facteurs : le manque de vigueur de l'économie, un taux d'inoccupation élevé des logements ainsi que l'offre importante de maisons à vendre. Une situation, en résumé, qui avantage les acheteurs des maisons existantes et les locataires au détriment du marché des nouvelles constructions. Toutefois, le souffle de bonnes nouvelles sur le marché du l'emploi, les taux hypothécaires toujours peu élevés, le taux d'inoccupation à la baisse des logements ont fini par déclencher l'envol du marché de la construction résidentielle en 2004.

**Le marché de l'immobilier**

En 2004, avec près de 1 100 transactions immobilières effectuées par le biais d'agents immobiliers, l'Abitibi-Témiscamingue enregistre sa meilleure performance à ce chapitre depuis 2000. Ces transactions englobent le résidentiel (unifamilial, jumelé, duplex, chalet, etc.), le multifamilial, le commercial et les terrains. Le marché immobilier de la région voit ainsi augmenter, pour une quatrième année consécutive, le nombre de ses transactions. Malgré un inventaire de maisons à vendre qui a diminué d'environ 30 % au cours des dernières années, on note une augmentation importante en 2004 des transactions dans le résidentiel. À l'opposé, on enregistre un léger ralentissement dans le multifamilial et le commercial

comparativement à 2003. Pour une troisième année consécutive, le nombre de terrains vendus est à la hausse.

#### Ventes immobilières selon le type en Abitibi-Témiscamingue, 2000 à 2004

	2000	2001	2002	2003	2004
Résidentiel	552	646	845	801	956
Terrain	16	5	9	19	27
Commercial	33	29	24	46	39
Multifamilial	29	33	41	64	54
<b>Total</b>	<b>630</b>	<b>713</b>	<b>919</b>	<b>930</b>	<b>1 076</b>

Source : Chambre immobilière de l'Abitibi-Témiscamingue. Il est à noter que les données incluent le secteur de Senneterre/Quévillon.

En 2004, pour l'ensemble des transactions (résidentiel, commercial, multifamilial, etc.), la valeur totale des transactions est de 86 M\$. Autre signe révélateur de l'état du marché, la moyenne des transactions (tout type confondu) est passée de 75 930 \$ en 2003 à 79 800\$ en 2004. Quant à la valeur des transactions pour une résidence unifamiliale, une maison qui se vendait en moyenne aux alentours de 81 300 \$ en 2002 se transige aux environs de 85 500 \$ en 2004.

Quant aux territoires de la région, on assiste partout à une hausse des transactions entre 2003 et 2004. Les gains ont été particulièrement importants dans le secteur de Rouyn-Noranda. Bref, un marché de l'immobilier toujours aussi dynamique, et ce, partout sur le territoire<sup>17</sup>.

#### Nombre total de ventes immobilières, MRC de l'Abitibi-Témiscamingue

	2003	2004
Abitibi	111	129
Abitibi-Ouest	68	94
Rouyn-Noranda	317	396
Témiscamingue	52	63
Vallée-de-l'Or	356	371

Source : Chambre immobilière de l'Abitibi-Témiscamingue.

Comme nous l'avons vu précédemment, les faibles taux d'intérêt ont sûrement été un incitatif important pour l'accession à la propriété. Dans un contexte économique favorable mais incertain, le marché de l'usager est plus attrayant que le marché du neuf, qui coûte plus cher. Lorsque l'on analyse les données selon le type de propriétés vendues, on constate que 2003 marque un ralentissement dans les ventes résidentielles, mais un léger boom au regard de l'acquisition de terrains. On note deux fois plus de ventes de terrains que l'année dernière, ce qui peut laisser présager une construction résidentielle à venir. On note également un léger regain pour les édifices commerciaux ainsi que pour les immeubles à logement.

#### Les permis de construire

On note pour 2004 une légère diminution du nombre de permis de construction et de rénovation émis dans le secteur résidentiel de la région. Il est passé de 5 483 à 5 357. Étant donné une augmentation de l'activité quant aux mises en chantiers de résidences neuves en 2004, les permis de construire indiquent que les propriétaires ont été un peu moins nombreux à contribuer au marché de la rénovation. Au chapitre du résidentiel, les montants investis ont augmenté sur tous les territoires de MRC, à l'exception du Témiscamingue. Toujours pour 2004, on note une légère hausse des permis de construction et de rénovation dans le secteur non-résidentiel, avec des montants investis plus importants qu'en 2003 (37,8 M\$ en 2003 contre 68,3 M\$. Toutes les MRC ont enregistré une hausse des montants investis dans le non-résidentiel. Cette augmentation de l'activité en Abitibi-Témiscamingue est liée principalement à celle des milieux commercial et institutionnel (dépenses faites par les municipalités et le gouvernement) ainsi qu'à des montants investis plus élevés dans le secteur industriel.

<sup>17</sup> Chambre immobilière de l'Abitibi-Témiscamingue.

**Nombre et valeur des permis de bâtir résidentiels et non-résidentiels pour les MRC de l'Abitibi-Témiscamingue, 2002 à 2004**

MRC	Type de permis	2002		2003		2004	
		Nombre de permis	Valeur \$	Nombre de permis	Valeur \$	Nombre de permis	Valeur \$
Abitibi	Résidentiel	877	6 600 000	962	8 159 000	1 046	9 144 000
	Non-résidentiel	90	7 208 000	82	9 696 000	92	15 200 000
Abitibi-Ouest	Résidentiel	326	2 156 000	279	2 261 000	359	3 891 000
	Non-résidentiel	29	6 636 000	22	1 669 000	31	6 188 000
Rouyn-Noranda	Résidentiel	2 372	11 256 000	2 445	12 727 000	2 439	14 466 000
	Non-résidentiel	229	18 227 000	217	14 152 000	205	26 586 000
Témiscamingue	Résidentiel	338	3 566 000	324	5 229 000	316	3 047 000
	Non-résidentiel	44	2 718 000	31	2 939 000	51	6 426 000
Vallée-de-l'Or	Résidentiel	1 430	8 217 000	1 473	11 470 000	1 197	12 874 000
	Non-résidentiel	661	15 215 000	94	9 402 000	132	13 870 000
Région	Résidentiel	5 343	31 803 000	5 483	39 846 000	5 357	43 422 000
	Non-résidentiel	1 053	50 004 000	446	37 858 000	511	68 270 000

Source : Commande spéciale tirée de l'Enquête des permis de bâtir, Statistique Canada, 2003. Compilation : Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue. Note : Le nombre et la valeur des permis résidentiels représente la somme des permis demandés pour les résidences neuves, les ajouts, les rénovations, les piscines, etc.

Les investissements

L'investissement fluctue considérablement dans le temps et la conjoncture de l'Abitibi-Témiscamingue n'échappe pas à cette réalité. En 1999, les investissements en immobilisation<sup>18</sup> s'élevaient à 658 M\$ pour totaliser 858,5 M\$ en 2003. Depuis 2001, année où les dépenses en immobilisations ont été à leur plus bas niveau depuis 1999, l'investissement dans la région a sans cesse repris de la vigueur. À l'échelle de la province, la tendance à la hausse est présente depuis 1999. En 2003, la croissance des investissements dans la région a été de l'ordre de 3 % et au Québec, de 5,5 %.

**Dépenses totales en immobilisations, Abitibi-Témiscamingue et Québec, 1999 à 2004**

	Abitibi-Témiscamingue ('000 \$)	Québec ('000 \$)	Part relative région/Québec (%)
<b>Investissement total</b>			
1999	658 071	33 681 100	2,0%
2000	859 248	34 683 700	2,5%
2001	614 505	36 193 799	1,7%
2002	834 306	39 876 900	2,1%
2003	858 521	42 080 000	2,0%
2004	850 223	44 271 400	1,9%
Variation annuelle 2002-2003	2,9%	5,5%	

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales, 2004.  
Note : 1. 1999-2002 : données réelles; 2003 : données réelles provisoires; 2004 : perspectives.

En 2003, la répartition sectorielle des investissements se concentre à 37 % dans le secteur primaire, à 6 % dans le secteur secondaire, à 46 % dans le secteur tertiaire et à 11 % dans l'habitation. Au Québec, il s'agit de 3 % dans le primaire, 13 % dans le secondaire, 51 % dans le tertiaire et enfin, de 33 % dans le logement. La prédominance du secteur primaire dans les investissements est le signe manifeste que la région est bien pourvue en ressources naturelles. De 2002 à 2003, deux secteurs sur quatre sont touchés

<sup>18</sup> Les dépenses en immobilisations présentées dans cette publication portent sur les dépenses brutes (estimées en dollars courants), et comprennent uniquement les acquisitions de nouveaux biens, à l'exclusion des cessions de droits de propriétés existantes. Bien qu'elles soient disponibles, nous avons exclu les données sur les dépenses en réparations ayant trait aux travaux mineurs effectués pour maintenir en bon état les biens en capital. Les dépenses en immobilisations sont constituées du coût d'acquisition, de construction et d'installation d'usines, de matériel et d'outillage durables, que ce soit ou non à des fins de remplacement ou de location.

par une baisse des investissements dans la région. Il s'agit des secteurs primaire et secondaire avec des diminutions respectives de 11,5 % et de 30 % des investissements. La diminution est plus prononcée au Québec pour le secteur primaire (19 %), mais tout à fait contraire pour le secteur secondaire, avec une hausse de 6,5 %. Depuis 1999, le secteur tertiaire est le seul qui enregistre une hausse continue des investissements dans la région. La récente augmentation des investissements dans le logement peut notamment s'expliquer par des taux hypothécaires avantageux ainsi que par un certain regain sur le marché du l'emploi. Les parts relatives de l'investissement dans la région par rapport à l'ensemble de la province a généralement diminué, à l'exception toujours du secteur tertiaire.

**Dépenses totales en immobilisations selon les secteurs d'activités, Abitibi-Témiscamingue et Québec, 1999 à 2004**

	Abitibi-Témiscamingue ( '000 \$ )	Québec ( '000 \$ )	Part relative région/Québec ( % )
<b>Primaire</b>			
1999	305 660	1 892 700	16,1%
2000	448 138	1 994 600	22,5%
2001	233 484	1 539 500	15,2%
2002	358 982	1 393 500	25,8%
2003	317 793	1 133 700	28,0%
2004	267 124	1 114 400	24,0%
Variation annuelle 2002-2003	-11,5%	-18,6%	
<b>Secondaire</b>			
1999	63 925	6 329 300	1,0%
2000	110 755	7 021 500	1,6%
2001	74 561	5 728 299	1,3%
2002	76 305	5 164 100	1,5%
2003	53 531	5 501 100	1,0%
2004	66 553	6 317 400	1,1%
Variation annuelle 2002-2003	-29,8%	6,5%	
<b>Tertiaire</b>			
1999	198 128	18 002 700	1,1%
2000	205 836	17 867 800	1,2%
2001	238 279	19 497 100	1,2%
2002	320 397	21 200 100	1,5%
2003	396 668	21 490 700	1,8%
2004	419 987	21 955 600	1,9%
Variation annuelle 2002-2003	23,8%	1,4%	
<b>Logement</b>			
1999	90 357	7 456 400	1,2%
2000	94 519	7 799 800	1,2%
2001	68 180	9 428 900	0,7%
2002	78 622	12 119 200	0,6%
2003	90 528	13 954 500	0,6%
2004	96 558	14 884 000	0,6%
Variation annuelle 2002-2003	15,1%	15,1%	

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales, 2004.

Note : 1. 1999-2002 : données réelles; 2003 : données réelles provisoires; 2004 : perspectives.

Les dépenses en immobilisation du secteur privé dominent largement celles du secteur public. En 2003, le secteur privé injecta près des trois quarts (73,9 %) des investissements totaux dans l'économie régionale, ce qui est similaire à ce qui s'est remarqué au Québec (74,4 %). Depuis 1999, le secteur privé de la région a enregistré des fluctuations de ses investissements. En 2003, à la suite d'une baisse de 6,5 %, les investissements dans le secteur privé totalisaient un peu plus de 634 M\$. Au Québec, le secteur privé

enregistre une hausse de 3 % de ses investissements. Plusieurs facteurs sont à prendre en considération lorsqu'il s'agit de la fluctuation, à la hausse ou à la baisse, des investissements dans le secteur privé. Par exemple, lorsque le prix des matières premières chute, comme cela s'est produit au cours des dernières années, cela occasionne des incidences directes sur le maintien ou la venue de nouveaux investisseurs, notamment dans les secteurs primaire et secondaire. Par ricochet, cette baisse des investissements peut avoir des répercussions notables sur la modernisation et la capacité de production des entreprises régionales. Du côté du secteur public, on remarque toutefois une croissance stable de l'investissement dans la région depuis 1999. Les dépenses totalisent 224 M\$ en 2003, ce qui représente une hausse de 44 % comparativement à 2002. La région enregistre ainsi une croissance trois fois supérieure à celle de la province (13 %).

#### Dépenses totales en immobilisations selon les secteurs privé et public, Abitibi-Témiscamingue et Québec, 1999 à 2004

	Abitibi-Témiscamingue ( '000 \$ )	Québec ( '000 \$ )	Part relative région/Québec (%)
<b>Privé</b>			
1999	566 208	26 935 421	2,1%
2000	766 369	27 546 509	2,8%
2001	496 447	28 189 292	1,8%
2002	679 223	30 318 773	2,2%
2003	634 752	31 295 544	2,0%
2004	597 905	32 946 933	1,8%
Variation annuelle 2002-2003	-6,5%	3,2%	
<b>Public</b>			
1999	91 863	6 745 679	1,4%
2000	92 878	7 137 191	1,3%
2001	118 058	8 004 508	1,5%
2002	155 084	9 558 127	1,6%
2003	223 768	10 784 456	2,1%
2004	252 318	11 324 467	2,2%
Variation annuelle 2002-2003	44,3%	12,8%	

Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales, 2004.

Note : 1. 1999-2002 : données réelles; 2003 : données réelles provisoires; 2004 : perspectives.

#### 2.2.3 Le secteur des services

Dans l'économie de la région comme dans celle de l'ensemble du Québec, le secteur des services communément appelé le secteur tertiaire prend une grande place. La croissance de l'emploi dans ce secteur au cours des dernières années est un signe évident de la tertiarisation de l'économie régionale.

#### L'état de situation

Selon l'Enquête sur la population active, le secteur des services regroupe à lui seul 71,5 % des emplois occupés en 2004 comparativement à 75 % au Québec. En 1988, le secteur tertiaire générait 62 % des emplois totaux de la région. Au Québec, il s'agissait de 70 % des emplois. La tertiarisation dans la région s'est généralement effectuée aux dépens du secteur des ressources naturelles, principalement du secteur primaire (22 % des emplois en 1988 comparativement à 13,5 % en 2004).

**Emplois dans le secteur des services selon les catégories de services, Abitibi-Témiscamingue et Québec, 1988 et 2004**

	Abitibi-Témiscamingue				Québec	
	1988		2004		2004	
	Emplois	%	Emplois	%	Emplois	%
<b>Ensemble des industries</b>	62 300		65 700		3 685 900	
<b>Secteur de la production de biens</b>	23 800	38,2%	18 600	28,3%	913 300	24,8%
<b>Secteur des services</b>	38 500	61,8%	47 000	71,5%	2 772 700	75,2%
Commerce de gros	2 100	3,4%	2 200	3,3%	144 300	3,9%
Commerce de détail	7 700	12,4%	10 000	15,2%	471 600	12,8%
Transport et entreposage	3 700	5,9%	3 600	5,5%	178 800	4,9%
Finance, assurances et immobilier	2 000	3,2%	1 600	2,4%	199 300	5,4%
Services professionnels, scientifiques et techniques	300	0,5%	2 300	3,5%	221 100	6,0%
Gestion d'entreprises et autres services administratifs	300	0,5%	700	1,1%	115 000	3,1%
Services d'enseignement	3 300	5,3%	4 900	7,5%	240 000	6,5%
Soins de santé et assistance sociale	5 500	8,8%	9 200	14,0%	442 600	12,0%
Information, culture et loisirs	1 700	2,7%	2 100	3,2%	163 900	4,4%
Hébergement et restauration	3 700	5,9%	3 000	4,6%	205 800	5,6%
Autres services	3 300	5,3%	3 100	4,7%	171 600	4,7%
Administrations publiques	3 500	5,6%	3 700	5,6%	218 700	5,9%

Source : Enquête sur la population active. Compilation spéciale, 1987 à 2004.

**Les entreprises de services**

Le secteur tertiaire de l'Abitibi-Témiscamingue regroupe 4 271 employeurs, ce qui représente les trois quarts des entreprises de la région.

**Nombre d'entreprises dans le secteur tertiaire, Abitibi-Témiscamingue**

	Nombre	%
<b>Ensemble des industries</b>	<b>5 799</b>	<b>100,0%</b>
<b>Secteur de la production de biens</b>	<b>1 528</b>	<b>26,3%</b>
<b>Secteur des services</b>	<b>4 271</b>	<b>73,7%</b>
Commerce de gros	208	3,6%
Commerce de détail	867	14,9%
Transport et entreposage	454	7,8%
Finance, assurances et immobilier	280	4,8%
Services professionnels, scientifiques et techniques	294	5,1%
Gestion d'entreprises et autres services administratifs	132	2,3%
Services d'enseignement	80	1,4%
Soins de santé et assistance sociale	297	5,1%
Information, culture et loisirs	206	3,6%
Hébergement et restauration	441	7,6%
Autres services	715	12,3%
Administrations publiques	297	5,1%

Source : Service d'information sur le marché du travail (RHDC), Liste des employeurs, octobre 2004.

Les entreprises se retrouvent principalement dans les secteurs d'activités suivants : le commerce de détail (15 %), les autres services (12 %), le transport et l'entreposage (8 %) et l'hébergement et la restauration (8 %). L'administration publique, les soins de santé et les services professionnels et financiers regroupent respectivement 5 % des entreprises. Le nombre d'entreprises est moins élevé dans le commerce de gros (4 %), l'information, culture et loisirs (4 %), la gestion d'entreprises (2 %) et l'enseignement (1 %). Bien que certains secteurs d'activité tels que la santé et les services sociaux, l'enseignement et l'administration publiques regroupent plus ou moins d'entreprises, ils génèrent un bassin important d'emplois dans le tertiaire (27 %).



### Catégories de services

Une autre façon d'analyser le secteur de la production et la consommation de services est de le subdiviser en trois grandes catégories: les services à la consommation, les services à la production et les services gouvernementaux. En résumé, les entreprises des *services à la production* englobent les services publics, le commerce de gros, le transport et entreposage, les services aux entreprises, financiers et professionnels. Les *services à la consommation* regroupent principalement le commerce de détail, l'information, culture et loisirs, l'hébergement et la restauration ainsi les services personnels et autres. Les *services gouvernementaux* regroupent les entreprises ou les infrastructures publiques, privées ou communautaires liées à l'enseignement (écoles, collèges, universités et centres de formation), à la santé et les services sociaux (cabinets de médecins, de dentistes, organismes de soins ambulatoires, hôpitaux, centres d'hébergement, services à l'enfance et à la jeunesse, centres de la petite enfance, organismes communautaires (maisons d'hébergement), etc.) et à l'administration publique (fédérale, provinciale ou locale).

Selon l'Enquête sur la population active, en 2004, 22 % des emplois des services dans la région se concentrent dans les services à la production, 39 % dans les services à la consommation et 38 % dans les services gouvernementaux<sup>19</sup>. Depuis 1988, l'EPA nous révèle que le nombre d'emplois a augmenté au sein des trois catégories de services. Toutefois, la plus forte augmentation se retrouve dans les services gouvernementaux (santé, éducation et administration publique), avec 45 %.

### **Emplois dans le secteur des services selon les catégories de services, Abitibi-Témiscamingue et Québec, 1988 et 2004**

	Abitibi-Témiscamingue				Québec	
	1988		2004		2004	
	Emplois	%	Emplois	%	Emplois	%
Services à la production	8 400	21,8%	10 400	22,1%	890 500	32,1%
Services à la consommation	16 400	42,6%	18 200	38,7%	1 012 900	36,5%
Services gouvernementaux	12 300	31,9%	17 800	37,9%	901 300	32,5%

Source : Enquête sur la population active. Compilation spéciale, 1987 à 2003.

À la lumière de ce tableau, on constate qu'en 2004, les services à la production dans la région sont proportionnellement moins nombreux qu'au Québec (22 % contre 32 %). À l'inverse, les services gouvernementaux représentent une part plus importante de l'emploi ici que dans la province (38 % contre 32,5 %). Parmi les principaux employeurs paragouvernementaux et gouvernementaux, les centres hospitaliers et les commissions scolaires regroupent plus de 6 000 personnes, soit le tiers de la main-d'œuvre présente au sein des employeurs gouvernementaux et paragouvernementaux en Abitibi-Témiscamingue<sup>20</sup>.

### **Principaux employeurs paragouvernementaux et gouvernementaux, 300 employés et plus, Abitibi-Témiscamingue**

Nom de l'entreprise	Emplois	Secteur d'activité	Municipalité
Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois	1 454	Éducation	Val-d'Or
RSSS des Aurores Boréales	776	Santé et services sociaux	La Sarre
Commission scolaire Rouyn-Noranda	740	Éducation	Rouyn-Noranda
Commission scolaire du Lac Abitibi	700	Éducation	La Sarre
Centre hospitalier Rouyn-Noranda	686	Santé et services sociaux	Rouyn-Noranda
Commission scolaire Harricana	650	Éducation	Amos
Commission scolaire Lac Témiscamingue	585	Éducation	Ville-Marie
Centre hospitalier de Val-d'Or	571	Santé et services sociaux	Val-d'Or
Centre hospitalier Hôtel-Dieu	567	Santé et services sociaux	Amos

<sup>19</sup> Les chiffres mentionnés représentent une approximation basée sur le nombre d'emplois des sous-secteurs d'activités reliés aux services à la production, à la consommation ou des services gouvernementaux.

<sup>20</sup> Liste des entreprises.

Nom de l'entreprise	Emplois	Secteur d'activité	Municipalité
CÉGEP de l'Abitibi-Témiscamingue	462	Éducation	Rouyn-Noranda
Ville de Rouyn-Noranda	383	Gouvernemental	Rouyn-Noranda
Centre de Santé Ste-Famille	381	Santé et services sociaux	Ville-Marie
UQAT	372	Éducation	Rouyn-Noranda
Hydro-Québec	366	Énergie	Rouyn-Noranda
Centre Jeunesse de l'A-T	325	Santé et services sociaux	Val-d'Or

Source : Service d'information sur le marché du travail (RHDCC), Liste des employeurs, octobre 2004.

Généralement, les services à la production et gouvernementaux ont une incidence directe sur la compétitivité économique d'une région. On y retrouve notamment les services de génie-conseil, d'architecture, de finance, de droit, de certains services spécialisés aux entreprises, de la formation ou encore, des activités de recherche et développement. Par ailleurs, ces secteurs offrent généralement des emplois mieux rémunérés, hautement qualifiés et dans la majorité des cas, plus stables que dans les services à la consommation.

Au niveau des entreprises de services au sein des MRC, elles représentent plus des trois quarts des entreprises dans les MRC Rouyn-Noranda (82 %), Vallée-de-l'Or (78 %) et Abitibi-Ouest (75 %). Ensuite, elles représentent 72 % des entreprises dans la MRC Abitibi et 60 % au Témiscamingue. On constate que les services génèrent un nombre particulièrement important d'emplois dans les MRC de la Vallée-de-l'Or (74 %) et de Rouyn-Noranda (72 %) suivi des MRC Abitibi (69 %), Témiscamingue (58 %) et Abitibi-Ouest (52 %).

Partout sur les territoires de MRC, les services gouvernementaux représentent une part importante des emplois du secteur des services, allant de 38 % à 52 %. D'ailleurs, dans toutes les MRC, le principal employeur est une entreprise publique de la santé et des services sociaux ou de l'éducation. Les services à la consommation représentent une part importante des emplois du tertiaire dans les MRC Abitibi et Témiscamingue. Enfin, au niveau des services à la production, plus du quart des emplois de Rouyn-Noranda se concentrent dans ce domaine spécifique.

#### Entreprises et emplois selon les catégories de services, MRC de l'Abitibi-Témiscamingue, 2004

	Abitibi		Abitibi-Ouest		Rouyn-Noranda		Témiscamingue		Vallée-de-l'Or	
	Entrep.	Emplois	Entrep.	Emplois	Entrep.	Emplois	Entrep.	Emplois	Entrep.	Emplois
Production	264	1 746	73	255	320	3 199	165	811	351	2 727
Consommation	412	2 469	101	444	508	3 305	325	1 493	571	4 049
Gouvernementaux	122	2 541	49	758	141	4 824	101	1 783	144	4 566
% production	33,1%	25,8%	32,7%	17,5%	33,0%	28,2%	27,9%	19,8%	32,9%	24,0%
% consommation	51,6%	36,5%	45,3%	30,5%	52,4%	29,2%	55,0%	36,5%	53,6%	35,7%
% gouvernementaux	15,3%	37,6%	22,0%	52,0%	14,6%	42,6%	17,1%	43,6%	13,5%	40,3%

Source : Service d'information sur le marché du travail (RHDCC), Liste des employeurs, octobre 2004.

### Principaux employeurs des MRC

MRC Abitibi	Emplois
Commission scolaire Harricana	650
Centre hospitalier Hôtel-Dieu	567
Mine Cambior Doyon	320
CLSC des Eskers	270
Abitibi Consolidated (Papetière)	255
Cambior (Division Géant Dormant)	193
Pépinière Forestière de Trécesson	160
Ben Deshaies Inc.	160
Matériaux Blanchet Inc.	150
A Bergeron & Fils Inc.	120
Mine Mouska	120
Scierie Gallichan Inc.	116
Caisse populaire d'Amos	100
Ministère des Transports	100

MRC Abitibi-Ouest	Emplois
RSSS des Aurores Boréales	776
Commission scolaire Du Lac Abitibi	700
Industries Norbord (panneaux)	178
Industries Norbord (scierie)	178
CSA Cité Étudiante Polyno	161
Coopérative forestière du Nord-Ouest	160
Tembec Inc. (Taschereau)	141
Comm. des Loisirs de La Sarre Inc.	132

MRC Rouyn-Noranda	Emplois
Commission scolaire Rouyn-Noranda	740
Centre hospitalier Rouyn-Noranda	686
Noranda Inc. Fonderie Horne	480
Société Minière Raglan du Québec Ltée	492
CÉGEP de l'Abitibi-Témiscamingue	462
Agnico Eagle division La Ronde	414
Ville de Rouyn-Noranda	383
UQAT	372
Hydro-Québec	366
Sûreté du Québec	286
Blais R & Fils Inc.	250
Agences Mirado Inc. (Les)	235
A de La Chevrotière Ltée.	230
Centre d'Interaction Proximédia Inc.	200
S.E.M.I. 2000	184
Wal-Mart Canada	178
Forages Garant et Frères Inc.	159
La Forêt de Demain	150

Maison Pie XII Inc.	148
Mine Bouchard-Hébert	141
Centre de réadaptation La Maison	132
Alimentation Giroux Inc.	129
Dallaire Spécialités Inc.	118

MRC Témiscamingue	Emplois
Commission scolaire Lac Témiscamingue	585
Centre de Santé Ste-Famille	381
Tembec Division Temboard	182
Tembec Inc. (construction)	180
Tembec Inc.	171
Tembec Inc. (Temlam)	158
Commonwealth Plywood (déroulage)	120

MRC Vallée-de-l'Or	Emplois
Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois	1 454
Centre hospitalier de Val-d'Or	571
Centre Jeunesse de l'A-T	325
Ville de Val-d'Or	290
Centre de santé Vallée-de-l'Or	256
Aur Louvicourt Inc.	242
Ross Finlay Ltée	230
Uniboard Canada Inc.	220
Abitibi Consolidated (Scierie)	208
Industries Norbord (Scierie Senneterre)	198
Industries Norbord (Panneaux)	163
Forage Major Dominik Inc.	161
Imprimerie Quebecor Lebonfon	150
Domtar Inc. (Malartic)	140
P.L.C. Soudure Inc.	140
Centre hospitalier de La Vallée-de-l'Or et de soins psychiatriques régionaux	126
Scierie Landrienne Inc.	125
Transport F. Boisvert Inc.	117
Abitibi Consolidated (opérations forestières)	116
Hôtel Forestel Val-d'Or Inc.	111
Mine Beaufor	107
Installations Minières Promecan	100

Source : RHDCC. Service d'information sur le marché du travail, CRHC Abitibi-Témiscamingue, Liste des entreprises, 2002.

### Les faillites

Quand les dépenses excèdent de beaucoup les revenus, certaines personnes n'ont d'autres choix que de recourir à la faillite. Dans la région, on remarque depuis une dizaine d'années une croissance dans le nombre de faillites personnelles. Selon les données du Surintendant des faillites, le sommet dans le nombre de faillites personnelles a été atteint en 2002, avec 453. L'année dernière, ce nombre chutait de 7 %, pour atteindre 423 faillites. La reprise économique et le maintien de taux de financement abordables peuvent expliquer la légère diminution dans le recours à la faillite. Toutefois, la vulnérabilité des industries minière, forestière et maintenant agricole pourrait jouer sur le maintien élevé du nombre de faillites personnelles, et possiblement d'affaires. Par ailleurs, les taux d'intérêt plutôt bas encouragent la consommation en général, dont les biens immobiliers. Selon des experts, le crédit est visiblement trop facile et des données indiqueraient que les personnes de la région, comme au Québec, ont un niveau d'endettement élevé. Bien que l'actif de plusieurs ménages soit élevé, cela ne donne pas une idée juste des liquidités et de la marge de manœuvre des consommateurs en cas de hausse des taux d'intérêts.

Au chapitre des faillites d'affaires, bien que de façon générale leur nombre ait diminué depuis les dernières années, il a légèrement augmenté en 2003. On en a recensé une cinquantaine. La baisse des faillites peut notamment s'expliquer par l'accès au crédit de plus en plus difficile pour les entreprises. Entre autres, les soubresauts de l'économie dans les industries de ressources naturelles et les restructurations d'entreprises face à la mondialisation des marchés ont eu raison de certaines entreprises régionales. L'endettement moyen dans la région, tous types de faillites confondus, était d'environ 28 000 \$ l'an passé.

#### Nombre et type de faillites en Abitibi-Témiscamingue, 1995 à 2003

	Faillites		Propositions		Total	Actif total	Passif total	Endettement moyen
	Individus	Affaires	Individus	Affaires				
1995	257	79	0	4	340	10 908 046 \$	23 173 783 \$	36 076 \$
1996	337	79	0	5	421	18 491 369 \$	30 583 239 \$	28 722 \$
1997	303	63	0	6	372	13 598 795 \$	33 771 186 \$	54 227 \$
1998	360	65	7	1	433	14 940 229 \$	24 540 414 \$	22 171 \$
1999	442	80	13	3	538	22 932 885 \$	34 917 350 \$	22 276 \$
2000	446	68	22	7	543	41 910 777 \$	60 186 744 \$	33 657 \$
2001	405	71	32	4	512	25 503 406 \$	36 187 561 \$	20 867 \$
2002	453	42	25	4	524	19 217 390 \$	38 683 288 \$	37 149 \$
2003	423	50	27	1	501	28 130 432 \$	42 055 924 \$	27 795 \$

Source : Bureau du surintendant des faillites du Canada. Sommaire des statistiques annuelles. <http://osb-bsf.gc.ca>

#### 2.2.4 Autres secteurs d'activités névralgiques et en émergence

##### Transport

Le secteur du transport est vital pour l'économie régionale; c'est par lui qu'est assurée la circulation des biens et produits entre les marchés d'approvisionnement et de consommation. En Abitibi-Témiscamingue, trois modes de transport sont présents : le routier, le ferroviaire et l'aérien. Dans un contexte de mondialisation, les entreprises régionales, surtout celles impliquées dans l'exploitation des ressources naturelles, ont beaucoup d'efforts à faire pour demeurer compétitives. Et comme l'économie régionale repose en bonne partie sur l'exploitation des ressources naturelles, les infrastructures routières sont très sollicitées, notamment pour le transport des produits de la forêt et du minerai. Le réseau ferroviaire accapare certes une part de marché du transport lourd dans la région, mais il n'en demeure pas moins que le transport routier représente une part importante, sinon grandissante de la circulation des biens et produits. C'est également une tendance que l'on retrouve dans l'ensemble du Québec et du Canada.

La demande en transport de marchandises est extrêmement sensible aux variations économiques (degré des investissements et de la consommation, fluctuations des taux de change, prix de certaines matières premières et de l'essence, etc.).

Nul doute que la demande de transport des biens de consommation aura tendance à correspondre aux changements des réalités démographiques et économiques. Comme le secteur des services n'est généralement pas un domaine où la demande pour le transport de marchandises est très grande (en volume), l'importance de l'industrie du transport peut être amenée à diminuer. Toutefois, le ralentissement possible des activités de transport risque d'avoir moins d'impacts ici qu'ailleurs au Québec. Rappelons que l'Abitibi-Témiscamingue dispose d'un secteur primaire quatre fois plus important qu'au Québec et qu'il doit transporter des volumes importants de marchandises, notamment au niveau du camionnage forestier.

### L'état de situation

Depuis 2000, on constate que l'industrie du transport et de l'entreposage est mise à rude épreuve. Le nombre d'emplois ne cesse de diminuer, passant de 5 800 emplois en 2000 à 3 300 en 2003. Au niveau de la flotte de camions lourds et de tracteurs routiers, le nombre est passé de 2 980 en 2000 à 2 780 en 2003, soit une diminution de 1,7 %. Cela est aussi une réalité au sein des régions éloignées des grands centres (Gaspésie – Les Îles, Chaudière-Appalaches, Mauricie et la Côte-Nord).

Dans la région, le camionnage est le mode de transport privilégié pour transporter les trois quarts des marchandises qui quittent ou arrivent en Abitibi-Témiscamingue. En 1996, le réseau routier supportait plus de 11 millions de tonnes de marchandises. En comparaison, le réseau ferroviaire en transportait 3 millions.

### Répartition du volume transporté par camion selon le type de marchandise, Abitibi-Témiscamingue, 1996

Marchandise	Millions de tonnes	%
Produits forestiers	6,2	52 %
Minerai et produits miniers	2,5	25 %
Biens de consommation	1,2	9 %
Produits chimiques et carburants	0,4	7 %
Autres produits	1,0	7 %
<b>Total</b>	<b>11,3</b>	<b>100 %</b>

Source : Ministère des Transports, Le transport des marchandises en Abitibi-Témiscamingue, 2001.

Toujours selon des données de 1996, l'industrie forestière de la région utilise le réseau routier pour déplacer 80 % de toute sa production. Les produits forestiers comptent pour 52 % du volume de marchandises transportées par camion. L'industrie minière, quant à elle, emprunte le réseau routier pour expédier 70 % de sa production, qui représente le quart du volume des marchandises qui circulent sur les routes. La balance est confiée au réseau ferroviaire. Les produits chimiques et les carburants transitent surtout par train (78 %), ce qui représente à peine 7 % du volume de marchandises qui circulent par camion. Finalement, l'ensemble des biens de consommation et des autres produits ayant pour origine ou destination la région sont expédiés par camion, ce qui représente un dixième du volume total des marchandises transportées par camion.

### Les emplois

Selon l'Enquête sur la population active, l'industrie du transport et de l'entreposage génère 3 600 emplois dans la région, ce qui représente environ 5,5 % de la population active de l'Abitibi-Témiscamingue. Au Québec, cette proportion est de 5 %.

Si l'on se réfère à la liste du Service d'information sur le marché du travail, on parle d'environ 450 entreprises oeuvrant dans le transport et l'entreposage. Il faut préciser que l'industrie du camionnage est particulièrement difficile à mettre à jour puisqu'elle est constituée d'un nombre important de travailleurs autonomes. Malgré tout, selon les données disponibles, le camionnage est l'une des facettes du transport qui concentre le plus grand nombre d'entreprises et d'emplois. Cela représenterait 67 % des emplois et 79 % des employeurs de l'industrie. Si l'on applique le salaire moyen des conducteurs de camion, cela pourrait représenter une masse salariale de l'ordre de 50 M\$. Pour l'ensemble de l'industrie du transport,

on peut estimer à près de 85 M\$ les retombées de l'ensemble de l'industrie du transport (aérien, ferroviaire, camion, commun, etc.).

### Nombre d'entreprises dans le transport et l'entreposage en Abitibi-Témiscamingue

	Entreprises
Transport aérien	8
Transport ferroviaire	2
Transport par camion	331
Transport en commun et terrestre	53
Autres services de transport et activités de soutien	26
<b>Total du transport</b>	<b>420</b>
<b>Total de l'entreposage</b>	<b>34</b>
<b>TOTAL</b>	<b>454</b>

Source : Service d'information sur le marché du travail (RHDCC), Liste des employeurs, octobre 2004.

### Tourisme

Au niveau mondial, le tourisme est un secteur économique ayant connu une progression phénoménale durant les dernières années. Le tourisme est l'une des seules industries présentes dans chacune des régions du Québec. L'Abitibi-Témiscamingue compte sur la présence de cinq produits touristiques majeurs : attraits et circuits, événements, motoneige, tourisme d'aventure et plein air ainsi que pourvoiries.

Le développement touristique régional est principalement axé sur le potentiel naturel. La région est surtout avantagée par l'immensité de son territoire qui allie à la multitude de lacs et rivières et de grands espaces forestiers habités par une faune diversifiée et abondante. En matière de récréotourisme, la région a un potentiel fort avantageux : motoneige, tourisme d'aventure, chasse et pêche, etc.

Depuis quelques années, on observe de plus en plus la mise en valeur du potentiel culturel sous un angle touristique. On note la présence de musées et galeries mais aussi de nombreux événements culturels. Outre le Festival du cinéma international de l'Abitibi-Témiscamingue dont la renommée n'est plus à faire, plusieurs activités et festivals viennent s'ajouter au calendrier touristique de la région. Pour ne nommer que quelques-uns des plus récents, notons le Festival de la musique émergente, le Festival du Documenteur ou encore, le Festival de l'humour.

En mars 2002, la région a bénéficié d'une entente spécifique en tourisme de 2,5 M\$, qui vient tout juste de prendre fin. Après maints efforts et plusieurs consultations au cours des dernières années, l'industrie touristique bénéficie finalement d'un fonds de développement destiné à la promotion de la région. Depuis juillet 2004, les entreprises hôtelières (y compris les gîtes et les pourvoiries) de la région ont accepté d'imposer une taxe forfaitaire de 2 \$ la nuitée à leur clientèle. Les montants ainsi perçus seront versés dans un fond de commercialisation et de développement. Actuellement, on évalue que ces montants pourraient atteindre 500 000 \$ annuellement, ce qui totaliserait approximativement 1 M\$ pour le budget annuel de promotion de la région.

### **L'état de situation**

L'industrie touristique en Abitibi-Témiscamingue est plus que jamais en émergence et devient un joueur économique non négligeable. Elle représente par ailleurs un levier important de développement et de diversification de l'économie régionale. Au cours des dernières années, l'industrie touristique a mis beaucoup d'énergie et d'argent afin de pénétrer les marchés. Conséquemment, la tendance de l'achalandage touristique dans la région se maintient à la hausse. Il en va de même pour les dépenses des touristes, dont plusieurs proviennent des autres régions du Québec et de l'extérieur.

### La clientèle touristique

En 2002, on estime que 548 000 touristes ont découvert la région<sup>21</sup>, ce qui a engendré des dépenses touristiques évaluées à 120 M\$. Ces sommes profitent aux hôteliers, restaurateurs, garagistes, épiciers, marchands et autres. À ces retombées touristiques s'ajoutent les dépenses en provenance des excursionnistes<sup>22</sup> évaluées à 34 M\$. Bref, des retombées économiques totales de 154 M\$.

Selon un sondage effectué par Tourisme Abitibi-Témiscamingue au cours de l'été 2004, on peut noter les tendances touristiques présentes dans la région comme suit :

- 60 % de la clientèle provenait de l'extérieur de la région;
- 74 % y sont venus pour visiter la région, les autres venaient pour visiter parents et amis;
- Certains sites et événements touristiques ont enregistré une hausse de leur clientèle, notamment le Parc National d'Aiguebelle, la Foire gourmande, le Festival de musique émergente et la Biennale internationale d'art miniature. À l'opposé, La Cité de l'Or et le Refuge Pageau ont vu diminuer quelque peu leur achalandage.

### Les retombées économiques de l'industrie

Les entreprises touristiques, majoritairement petites, engendrent une gamme importante d'activités qui touchent tous les secteurs de l'économie. Étant une industrie vaste et complexe, où les services sont également utilisés par la population locale (restaurants, activités de loisirs, etc.), il est difficile d'évaluer les emplois et les retombées économiques du tourisme pour une région donnée.

Selon une étude menée par une firme de consultants<sup>23</sup>, trois grands secteurs d'activités de l'économie sont rattachés au tourisme : l'hébergement et la restauration, les arts, spectacles et loisirs et le transport et les agences de voyages. Il est estimé que parmi les quelque 6 200 emplois totaux de ces trois secteurs d'activités, environ le tiers dépendent directement de l'achalandage touristique. Bref, l'activité touristique génère environ 2 150 emplois qui se répartissent comme suit : l'hébergement et la restauration (1 700), les arts, spectacles et loisirs (300) et le transport et les agences de voyage (150).

Quant à l'impact économique des dépenses du secteur touristique régional, il a été évalué par la firme de consultants<sup>24</sup> selon un modèle de l'Institut de la statistique du Québec. Selon ce rapport, les dépenses d'opération de l'industrie touristique de l'Abitibi-Témiscamingue (immobilisation, achat de biens et services, rémunération du personnel, etc.) a contribué au produit intérieur brut québécois pour une valeur ajoutée de l'ordre de 102 M\$ en 2002. Par ailleurs, les deux paliers gouvernementaux retireraient des sommes importantes (taxation, imposition et autres) de l'existence et du fonctionnement des entreprises touristiques de la région. Ces revenus fiscaux totaliseraient 37 M\$.

### Économie du savoir

Dans un monde en continuelle mutation, l'économie du Québec et des régions a connu des changements importants, notamment au niveau de sa structure industrielle. Force est de constater que la mondialisation du commerce et la place de plus en plus importante des nouvelles technologies ont modifié les perspectives économiques et les approches de développement régional. C'est dans ce nouveau contexte que l'économie du savoir émerge.

Toutefois, les régions du Québec n'ont pas la même réalité en matière d'innovation. Le degré d'innovation varie d'une région à l'autre en fonction de la structure industrielle, de la présence d'institution de savoir ou encore, du niveau d'exportation des entreprises. Il est de plus en plus démontré que les régions doivent se doter d'une stratégie d'innovation et de systèmes locaux d'innovation afin de profiter des possibilités qu'offre l'économie du savoir. À cet égard, la région démontre une dynamique de concertation et une volonté de se responsabiliser notamment par le biais de la Stratégie sur l'innovation menée par la Société

<sup>21</sup> Un touriste est une personne ayant réalisé un voyage d'au moins 80 kilomètres, dont le séjour a duré plus de 24 heures (une nuit ou plus) et qui a utilisé de l'hébergement commercial ou privé.

<sup>22</sup> Un excursionniste est une personne ayant réalisé un voyage d'au moins 80 kilomètres, dont le séjour a duré moins de 24 heures et qui n'a pas utilisé d'hébergement commercial ou privé.

<sup>23</sup> Gestion Conseil J.P. Corbeil Inc. et Les Conseillers ADEC. Analyse d'impact économique Tourisme / Produits d'appel, 2004.

<sup>24</sup> Ibid.

de technologie de l'Abitibi-Témiscamingue et le projet ACCORD (Action Concertée de Coopération Régionale de Développement).

Par ailleurs, la présence d'une université parmi les plus performantes en recherche ainsi que la récente reconnaissance du Centre technologique des résidus industriels (CTRI) comme centre collégial de transfert technologique s'ajoutent aux avantages dont bénéficie l'Abitibi-Témiscamingue en matière d'innovation et de transfert des connaissances vers le milieu. Également, la région compte sur la présence de plusieurs organismes qui visent à soutenir et à accroître le développement technologique et scientifique des entreprises, à augmenter et consolider la proportion d'entreprises basées sur le savoir élevé ainsi qu'à soutenir le développement de produits et de services à grande valeur ajoutée.

## L'état de situation

### La recherche et le développement

En 2001, l'Abitibi-Témiscamingue enregistrerait des dépenses totales de recherche et de développement de l'ordre de 99 M\$. Les dépenses en recherche et développement sont engendrées majoritairement par les entreprises (83 M\$ ou 86 % de l'effort en R-D) suivi par l'enseignement supérieur et enfin, l'administration publique québécoise.

Au niveau de l'enseignement supérieur, l'UQAT joue un rôle de premier plan au regard de la recherche en science et technologie réalisée en région. En 2001, les entreprises ont contribué pour 3 M\$ à la recherche universitaire dans la région, ce qui représente une part de près de 20 % de la recherche universitaire commanditée par l'industrie. L'Abitibi-Témiscamingue conserve ainsi le premier rang à ce chapitre dans la province. Au fil des années, l'UQAT a développé près d'une vingtaine d'unités et de chaires de recherche. Elle souhaite en créer six autres. Le CÉGEP de l'Abitibi-Témiscamingue, avec le Centre technologique des résidus industriels, reconnu en 2004, effectue de la recherche appliquée axée sur la valorisation des matières résiduelles générées par les activités forestières, agricoles et minières. Il contribue à l'innovation technologique ainsi qu'à l'implantation et à la diffusion des nouvelles technologies en entreprises par le transfert des connaissances.

### Les entreprises et l'innovation

Toujours en 2001, l'Abitibi-Témiscamingue compte 66 établissements actifs en recherche et développement, ce qui représente 1,6 % des entreprises du Québec. Avec les montants investis, à la hausse de 33 %, les dépenses totales en R-D dans la région n'auront jamais été aussi élevées. L'effort en R-D au niveau des entreprises est à mettre en lumière car, avec un peu plus de 1,2 M\$ investis en moyenne par établissement, la région maintient à cet égard le 2<sup>e</sup> rang dans la province.

Une étude réalisée par la Société de technologie de l'Abitibi-Témiscamingue (STAT) sur les petites et moyennes entreprises innovantes de la région révèle que ces dernières comptent un certain nombre d'années d'expérience à leur actif, ont généralement moins de 50 employés et que le tiers génèrent des revenus de moins de 500 000 \$. Par ailleurs, 63 % des PME innovantes n'affichent aucun intérêt pour les brevets qui représentent pourtant une forme reconnue de propriété intellectuelle. Parmi les services-conseils des organismes publics locaux et régionaux les plus utilisés, nous retrouvons le Conseil national de recherches Canada, Développement économique Canada, les centres locaux de développement, le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche, l'UQAT, le Centre d'aide au développement technologique (CADT), les sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), le CÉGEP et enfin, la Société de technologie de l'Abitibi-Témiscamingue. Toujours selon cette étude, les obstacles à l'innovation sont le manque de fonds propres pour financer le développement de l'innovation, le coût élevé d'élaboration d'un produit, le manque d'accessibilité aux capitaux extérieurs, le manque de personnel qualifié ainsi que la capacité permanente de commercialiser les produits.

L'innovation se retrouve aussi dans le secteur privé et public. À ce chapitre, des données de 1997 comptabilisaient pour la région 3 103 entreprises de services qui embauchaient du personnel scientifique et technique, tant dans les secteurs primaire et secondaire que tertiaire. Environ 52 % des emplois étaient associés aux 1 639 entreprises de faible intensité de savoir (53 %). Il s'agit des secteurs liés à l'hébergement et à la restauration, au commerce de détail, au transport ainsi qu'aux services personnels. Les activités à niveau de concentration moyenne de savoir regroupaient 1 117 entreprises et



représentaient 36 % des emplois. À l'inverse, près de 350 entreprises offraient des services impliquant un niveau élevé de savoir, ce qui représentait 13 % des emplois. Il s'agit de services aux entreprises, d'enseignement ou de soins de santé. Grosso modo, le Québec se positionnait avantageusement par rapport à la région quant aux proportions d'entreprises et d'emplois à savoir élevé et moyen.

### **Économie sociale**

Depuis plusieurs années, l'Abitibi-Témiscamingue assiste à l'émergence d'une nouvelle économie basée sur l'alliance entre l'économique et le social. Toutefois, pour plusieurs, l'économie sociale persiste à demeurer un concept flou. En fait, une entreprise d'économie sociale est une entreprise collective qui vend des biens et des services en visant le bien commun et qui a choisi un mode de gestion qui valorise la démocratie et le respect de la personne. Quatre critères doivent être présents pour qu'une entreprise soit identifiée au champ de l'économie sociale : elle doit avoir une mission sociale, elle doit offrir des emplois et avoir une capacité d'autofinancement relativement importante, le principe de la démocratie doit être présent au niveau de la gestion et le statut juridique de l'entité doit être à but non lucratif ou de type coopératif.

### **L'état de situation**

Une toute récente étude<sup>25</sup> vient d'être réalisée dans la région sur les organisations de l'économie sociale et leurs retombées économiques. En voici certains faits saillants.

L'Abitibi-Témiscamingue compte 239 entreprises d'économie sociale réparties entre 190 corporations à but non lucratif et 49 entreprises coopératives (excluant les caisses populaires Desjardins et les mutuelles d'assurance). À titre d'exemple, il peut s'agir du Mont-Vidéo, du refuge Pageau, des centres de la petite enfance ou des coopératives, dont Guyenne. La région et le Québec ont en commun l'existence d'un grand nombre d'entreprises d'économie sociale dans les secteurs du loisir-tourisme-sport, de la culture, des centres de la petite enfance et de l'agroalimentaire. La région se démarque par un grand nombre d'entreprises d'économie sociale dans le secteur de la forêt et du transport. Toutefois, on n'y retrouve qu'un petit nombre de coopératives d'habitation comparativement au Québec. Les entreprises d'économie sociale sont présentes sur l'ensemble du territoire.

La majorité des entreprises sondées affirment être dans une phase de croissance/expansion/développement, alors que seulement une sur cinq affirme avoir atteint sa maturité. La moitié des entreprises répondantes déclarent avoir des projets d'expansion. Le territoire des opérations et de la commercialisation des entreprises est principalement celui de la MRC. D'autres en font au Québec et au Canada.

Il est possible d'établir une approximation des emplois et des retombées économiques pour l'ensemble des entreprises d'économie sociale de la région. Ainsi, l'économie sociale engendrerait environ 3 400 emplois, soit 5,2 % de l'emploi régional, une masse salariale de plus de 65 M\$ et des revenus de l'ordre de 170 M\$. Les femmes représentent les trois quarts des salariés. On retrouve plus d'hommes que de femmes uniquement dans le secteur de la forêt. La majorité des emplois sont réguliers à temps plein. Du fait que le tiers des emplois y sont financés en partie ou en totalité par des programmes, il y a une plus grande précarité de l'emploi dans l'économie sociale que dans le reste de l'économie de la région.

#### **Le coopératisme**

Généralement, le coopératisme est inclut au sein des entreprises de l'économie sociale. En 2004, le milieu coopératif est constitué de 79 coopératives actives dont les caisses populaires et les mutuelles d'assurance. Ces entreprises génèrent 2 300 emplois, ce qui représente 3,4 % de la main-d'œuvre totale de la région. Elles ont des retombées économiques de 171 M\$ et un actif de l'ordre de deux milliards de dollars. Certains grands employeurs de la région sont des entreprises coopératives. On les retrouve notamment dans l'industrie forestière, agricole, de l'alimentation et des finances. Pour ne nommer que les plus importantes, on retrouve la Coopérative forestière du Nord-Ouest, les Serres coopératives de Guyenne, la Caisse Desjardins de Rouyn-Noranda, la Coopérative forestière St-Dominique et l'Association coopérative de travail Rivière-Davy.

---

<sup>25</sup> Devamco et C.C Consultants. Portrait des entreprises d'économie sociale de l'Abitibi-Témiscamingue et de ses cinq MRC, 2004.

### 3. LES INFRASTRUCTURES

De nombreuses infrastructures sont nécessaires afin de favoriser et de maximiser le développement économique d'une région. À cet égard, voici une brève description de quelques composantes telles que le réseau de transport, l'énergie et les communications. Enfin, un tableau décrit les parcs industriels présents dans la région.

#### Transport

Les infrastructures de transport<sup>26</sup> routier relient les agglomérations de l'Abitibi-Témiscamingue entre elles ainsi que l'ensemble de la région au reste du Québec et de l'Ontario. La longueur totale du système routier de la région est de 4 830 kilomètres. La gestion est partagée entre le ministère des Transports et les différentes municipalités.

Trois entreprises de chemin de fer effectuent le transport des marchandises sur les 840 kilomètres de lignes ferroviaires de l'Abitibi-Témiscamingue : Chemin de fer d'intérêt local interne du Nord du Québec (CFILINQ - filiale du CN sur 668 km), Ontario Northland Railway (ONR) et Ottawa Valley RailLink (OVR - division de RailLink Canada Ltée).

La région compte deux aéroports régionaux qui offrent des vols réguliers ainsi que quatre aéroports locaux utilisés par l'aviation privée. Les principales liaisons directes des aéroports régionaux se font vers Montréal et Québec, dans une moindre mesure. Les liaisons entre Raglan et Rouyn-Noranda, les services de la SOPFEU à Val-d'Or et les activités d'Hydro-Québec sont d'autres fonctions importantes pour les aéroports régionaux.

#### Énergie

Les centrales électriques, les postes et lignes de transport, le réseau de distribution et les équipements de contrôle sont les principales infrastructures relatives à la production et à la distribution de l'électricité<sup>27</sup>.

Le parc de production d'électricité en Abitibi-Témiscamingue comprend principalement huit centrales hydrauliques, deux centrales thermiques et une centrale au gaz. La grande majorité de ces installations est contrôlée par Hydro-Québec, soit cinq centrales hydrauliques et la centrale à gaz de Cadillac. Les autres installations, au nombre de cinq, sont des centrales privées : Senneterre (Boralex inc.), Témiscaming (Tembec inc.), Winneway, La-Sarre-1 et La-Sarre-2. En tout, le parc de production d'électricité régional détenu par Hydro-Québec et les compagnies privées a une puissance installée de 675,5 mégawatts (MW) en 2003. Cela représente environ 1,6 % de la capacité du Québec. La majeure partie provient directement des centrales d'Hydro-Québec (629,4 MW), le reste provenant des centrales privées (46,1 MW). Hydro-Québec dispose de la majeure partie de la production privée. Afin de distribuer l'électricité, le réseau d'Hydro-Québec couvre la quasi-totalité du territoire de la région.

---

<sup>26</sup> MDERR. Description et diagnostic des éléments d'infrastructures, de l'organisation et du financement et du milieu de vie.

<sup>27</sup> Hydro-Québec. Profil régional des activités d'Hydro-Québec 2003, 2004.

### Centrales de l'Abitibi-Témiscamingue en 2003

Centrales	Puissance installée (MW)
Cadillac (Thermique : turbine à gaz)	162,0
Rapide-des-Îles (hydraulique)	146,5
Première-Chute (hydraulique)	130,3
Rapides-des-Quinze (hydraulique)	94,6
Rapide-7 (hydraulique)	48,0
Rapide-2 (hydraulique)	48,0
Senneterre (thermique : biomasse forestière)	32,0
Témiscaming (thermique : biomasse forestière)	9,5
Winneway (hydraulique)	2,8
La-Sarre-1 (hydraulique)	1,1
La-Sarre-2 (hydraulique)	0,7

Source : Hydro-Québec. Profil régional des activités d'Hydro-Québec 2003, 2004.

La région se caractérise par l'importante consommation d'énergie du secteur industriel, notamment les industries forestières et des métaux. Ce besoin en énergie représente 62 % de la consommation totale régionale. Ensuite, le secteur domestique ou résidentiel représente 23 % de l'énergie totale consommée. Le reste est approprié par les secteurs agricole, institutionnel et autres.

#### Produits pétrolier et gaz naturel

L'Abitibi-Témiscamingue ne dispose d'aucune infrastructure pour la production de produits pétroliers<sup>28</sup>. Ils sont acheminés dans la région par le train et la route. La distribution de l'essence est assurée par un réseau de 171 stations services en 2003, soit 89 sous bannière majeures et 82 indépendants. Gaz métropolitain inc. assure la distribution du gaz naturel dans les villes de Rouyn-Noranda, Amos, Val-d'Or et Témiscamingue.

#### Communications

La présence de réseaux de communication<sup>29</sup> rapides et efficaces est maintenant essentielle pour les particuliers et les entreprises. La compagnie Télébec dessert l'ensemble de la région<sup>30</sup> pour les communications téléphoniques. Elle offre des services de communication informatique (Internet) via ses réseaux téléphoniques et de câblodistribution. Des liens haute vitesse sont disponibles pour près de 80 % de la population. Un projet de liens de fibre optique desservant l'ensemble des municipalités est en élaboration. Pour les réseaux cellulaires, Télébec mobilité et Rogers ATT desservent la région.

Pour la câblodistribution, deux compagnies se partagent le marché : Cablevision du Nord de Québec et Télédistribution Amos. En ce qui concerne la télédistribution par satellite, l'adhésion à ce service en Abitibi-Témiscamingue est croissante notamment pour la population rurale qui ne peut être rejointe par le câble.

#### Parcs industriels

La région compte 13 parcs industriels répertoriés dont 5 à Rouyn-Noranda. Il faut mentionner que la ville de Rouyn-Noranda étudie actuellement certains scénarios de développement pour un nouveau parc industriel.

<sup>28</sup> MRNFP. Énergie au Québec, édition 2003, 2004.

<sup>29</sup> MDERR. Description et diagnostic des éléments d'infrastructures, de l'organisation et du financement et du milieu de vie.

<sup>30</sup> À l'exception de la ville de Témiscaming, desservie par Bell Canada

Principales caractéristiques des parcs industriels de l'Abitibi-Témiscamingue

Ville	Entre-prises	Emplois	Gaz naturel	Superficie totale '000 m <sup>2</sup>	Superficie disponible '000 m <sup>2</sup>	Chemin de fer	Secteur d'activités
Amos	32	308	Oui	315	153	Oui	Transport, équipementiers, forage, télécommunications, voirie
Barraute	6	120	Non	n/d	n/d	Non	Foresterie, transport, manufacturier
La Sarre	1	10	Non	364	162	Oui	Hydroélectricité
Lorrainville	1	100	Non	790	279	Non	Remisage, entrepreneur général, projet usine OSB
Rouyn-Noranda, aéroport	10	100	Oui	407	347	Non	Transport et services aérien, entreposage, services miniers,
Rouyn-Noranda, Évain	4	30	Non	250	50	Oui	Matériaux de construction, services municipaux, camionnage
Rouyn-Noranda, Granada	60	860	Oui	672	207	Faible distance	Construction, forage, services industriels, grossistes, manufactures
Rouyn-Noranda	15	600	Oui	509	271	Oui	Entreposage, transport, grossiste
Rouyn-Noranda, Nord	30	1 000	Oui	901	261	Oui	Industrie lourde, services, transport, grossiste, recyclage
Senneterre	15	650	Non	20 295	18 211	Oui	Foresterie, manufacturier, transport
Témiscaming	8	1 000	Non	158	n/d	Oui	Forestier, industries légères
Val-d'Or	130	2 321	Oui	3 403	1 275	Oui	Industries du bois, manufacturier, grossiste
Ville-Marie	6	200	Non	21	21	Non	Bois, produits pétroliers, meunerie, béton

Source : Observatoire - Septembre 2002 et Québec PME, Répertoire des parcs industriels ([www.quebecpme.ca/repertoires](http://www.quebecpme.ca/repertoires))

## CONCLUSION

L'Abitibi-Témiscamingue possède un immense territoire géographique, par ailleurs faiblement peuplé. À l'inverse du Québec, la région poursuit sa décroissance démographique tout en affichant une population plus jeune. Comme ailleurs, la population ne cesse de vieillir. La démographie comptera au nombre des défis importants que devra relever la région. Le déclin de la population enclenché et qui devrait notamment se poursuivre combiné à la migration importante de certains bassins de notre population auront des impacts importants sur la croissance de la population en âge de travailler ainsi que sur le développement de l'économie en général.

Encore aujourd'hui, la population régionale est moins scolarisée que celle du Québec. Bien que le taux de sous-scolarisation s'atténue, la part des personnes sans diplôme secondaire persiste à être plus élevée. On observe d'importants progrès pour les études collégiales et universitaires. Au niveau des revenus, la plupart des principaux indicateurs économiques marquent un écart entre l'Abitibi-Témiscamingue et le Québec. Les particuliers de la région se sont peu enrichis au cours des dernières années, le revenu lié aux transferts gouvernementaux croît sur une base continue et le revenu de placement est moins élevé ici qu'au Québec.

Au chapitre de la structure économique, l'Abitibi-Témiscamingue est l'une des régions du Québec où l'exploitation des ressources naturelles occupe encore une place importante. La région compte sur trois piliers économiques que sont l'agriculture, la forêt et les mines. Le caractère exportateur de la région fait qu'elle est très sensible à la politique monétaire canadienne, à la variation du taux de change ainsi qu'à la demande pour les produits de base. Plus récemment, le secteur de la construction a bénéficié des grands chantiers hydroélectriques situés dans le Nord-du-Québec. Bref, l'ensemble des composantes de l'industrie de la production de biens génère près de 30 % des emplois de la région.

Brièvement, en 2004, on peut résumer la structure de l'emploi et de l'économie comme suit :

- Le secteur de l'**agriculture** génère 1 000 emplois, soit un peu moins de 2 % de la main-d'œuvre totale de la région.
- L'**exploitation forestière** compte 3 000 emplois, ce qui représente près de 5 % de l'ensemble de la main-d'œuvre régionale.
- L'**exploration et l'exploitation des mines** représentent 4 500 emplois, ce qui représente 7 % de la main-d'œuvre totale dans la région.
- La **construction** génère 2 500 emplois, ce qui représente 4 % de la main-d'œuvre régionale.
- L'**industrie manufacturière** représente plus de 6 200 emplois, ce qui représente 9 % de la main-d'œuvre régionale totale.
- Le secteur des **services** dans son ensemble représente près de 72 % des emplois totaux de la région.

La structure économique peut également refléter l'importance de nos filières de production, à savoir nos industries bioalimentaire, forestière, minière et touristique. En ce sens, l'industrie bioalimentaire engloberait quelque 9 200 emplois répartis dans l'agriculture, la transformation, le commerce de gros et de détail et la restauration, ce qui représente 14 % des emplois occupés. L'industrie forestière est composée de près de 280 entreprises d'exploitation et de transformation, qui offre quelque 7 700 emplois. L'industrie minière, avec ces emplois en exploration, exploitation et de la première transformation des métaux pourrait signifier plus de 5 000 emplois, soit 8 % des emplois de la région. Quant à l'industrie touristique, elle génère environ 2 150 emplois dans la région, soit 3 % de tous les emplois.

Enfin, l'économie de la région se diversifie tranquillement et sera appelée à se diversifier de plus en plus. L'économie sociale, l'économie du savoir, le développement de la ressource hydrique ainsi que du secteur de l'énergie pointe de plus en plus comme étant des secteurs économiques en émergence.

## LES BONS MOTS

**À propos de l'Enquête sur la population active :** Enquête mensuelle menée auprès de 428 ménages de la région. L'enquête représente toutes les personnes de 15 ans et plus à l'exception des personnes vivant dans des réserves, des membres à plein temps des Forces armées et des pensionnaires d'institutions.

**Population active :** population de 15 ans et plus détenant un emploi ou en chômage.

**Taux d'activité :** population active/population de 15 ans et plus.

**Population occupée :** personnes occupant un emploi à temps complet ou partiel (moins de 30 heures/semaine). Taux d'emploi : personnes occupées/population 15 ans et plus.

**Population en chômage :** personnes sans emploi mais en recherche active, temporairement mises à pied et celles qui doivent débiter un nouvel emploi dans une très courte période. Taux de chômage : chômeurs/population active.

**Prestataires de l'assurance-emploi :** le prestataire est actif et apte au travail. Pour être admissible, il faut avoir cotiser au compte de l'assurance-emploi, être sans travail et sans revenu et enfin, avoir travaillé le nombre d'heures requis.

**Prestataires de l'assistance-emploi :** Toutes les personnes dont la subsistance est assurée par la sécurité du revenu. Par exemple, un couple avec trois enfants à charge représente cinq prestataires. Les adultes **sans contraintes** sont ceux qui ne présentent aucune contrainte à l'emploi, temporaire (état de santé physique ou mentale, grossesse, garde d'un enfant de moins de cinq ans ou avec un handicap physique ou mental, personnes de 55 ans et plus) ou sévère. Les personnes avec **contraintes sévères** à l'emploi ont démontré, par un rapport médical, que leur état physique ou mental est affecté de façon significative, pour une durée permanente ou indéfinie.

**Ménage prestataire :** Appellation générale désignant un adulte seul ou une famille avec ou sans enfants.

**Investissements dans les secteurs privé et public :** Les dépenses en immobilisations présentées dans cette publication portent sur les dépenses brutes (estimées en dollars courants), et comprennent uniquement les acquisitions de nouveaux biens, à l'exclusion des cessions de droits de propriétés existantes. Bien qu'elles soient disponibles, nous avons exclu les données sur les dépenses en réparations ayant trait aux travaux mineurs effectués pour maintenir en bon état les biens en capital. Les dépenses en immobilisations sont constituées du coût d'acquisition, de construction et d'installation d'usines, de matériel et d'outillage durables, que ce soit ou non à des fins de remplacement ou de location.

**Primaire :** Agriculture, foresterie et exploitation forestière, extraction minière.

**Secondaire :** Fabrication

**Tertiaire :** Services publics, commerce, transport, enseignement, soins de santé, hébergement et restauration, administrations publiques, information et culture, finances et assurances, services administratifs et professionnels scientifiques et techniques.

**Logement :** Bien que le **logement** n'entre pas dans les dépenses en immobilisations selon les définitions, l'ISQ l'inclut en raison de sa part relative importante dans les dépenses en construction.

**Permis de bâtir :** Le nombre et la valeur des permis résidentiels représentent la somme des permis demandés pour les résidences neuves, les ajouts, les rénovations, les piscines, etc.

**Revenu d'emploi :** Il comprend le total des salaires et traitements, le revenu net d'un travail autonome et le revenu agricole net.

**Revenu personnel :** Il s'agit de la somme de tous les revenus perçus par les particuliers d'une région, qu'il s'agisse de gains à titre de facteurs de la production courante ou de transferts de revenus en provenance des administrations publiques et d'autres secteurs.

**Revenu personnel disponible :** Il s'agit du revenu personnel moins les impôts directs des particuliers et autres transferts courants des particuliers aux administrations.

## BIBLIOGRAPHIE

- Blanchette, Luc. Ressources humaines et développement des Compétences Canada.  
Avis sur l'industrie bioalimentaire en Abitibi-Témiscamingue, septembre 2003.  
Avis sur l'industrie de la construction en Abitibi-Témiscamingue, juillet 2004.  
Avis sur l'industrie minière en Abitibi-Témiscamingue, septembre 2003.  
Avis sur l'industrie forestière en Abitibi-Témiscamingue, juillet 2004.  
Perspectives sectorielles et professionnelles en Abitibi-Témiscamingue,  
horizon 2003-2006.
- Devamco et C.C Consultants. Portrait des entreprises d'économie sociale de l'Abitibi-Témiscamingue et de ses cinq MRC, 2004.
- Gestion Conseil J.P. Corbeil Inc. et Les Conseillers ADEC. Analyse d'impact économique Tourisme / Produits d'appel, 2004.
- Hydro-Québec. Profil régional des activités d'Hydro-Québec 2003, 2004.
- MAPAQ. Profil de l'industrie bioalimentaire – Estimation 2002, 2004.
- MDERR. Description et diagnostic des éléments d'infrastructures, de l'organisation et du financement et du milieu de vie.
- MDERR. Tableau de bord de l'innovation, 2004.
- MRNFP. Énergie au Québec, édition 2003, 2004.
- Revue de presse tirée de journaux hebdomadaires de l'Abitibi-Témiscamingue.

## ANNEXE 1

### Principaux employeurs de l'Abitibi-Témiscamingue, plus de 100 employés

Nom de l'entreprise	Emplois	Secteur d'activité
<b>Plus de 500 employés</b>	<b>6 729</b>	
Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois	1 454	Éducation
RSSS des Aurores Boréales	776	Santé et services sociaux
Commission scolaire Rouyn-Noranda	740	Éducation
Commission scolaire du Lac Abitibi	700	Éducation
Centre hospitalier Rouyn-Noranda	686	Santé et services sociaux
Commission scolaire Harricana	650	Éducation
Commission scolaire Lac Témiscamingue	585	Éducation
Centre hospitalier de Val-d'Or	571	Santé et services sociaux
Centre hospitalier Hôtel-Dieu	567	Santé et services sociaux
<b>Entre 300 et 499 employés</b>	<b>4 105</b>	
Noranda Inc. Fonderie Horne	480	Industrie minière
Société Minière Raglan du Québec Ltée	492	Industrie minière
CÉGEP de l'Abitibi-Témiscamingue	462	Éducation
Agnico Eagle division La Ronde	414	Industrie minière
Ville de Rouyn-Noranda	383	Services publics
Centre de Santé Ste-Famille	381	Santé et services sociaux
UQAT	372	Éducation
Hydro-Québec (Rouyn-Noranda)	366	Services publics
Centre Jeunesse de l'A-T	325	Santé et services sociaux
Mine Cambior Doyon	320	Industrie minière
<b>Entre 100 et 299 employés</b>	<b>12 487</b>	
Ville de Val-d'Or	290	Paragouvernemental/Gouvernemental
Sûreté du Québec (Rouyn-Noranda)	286	Paragouvernemental/Gouvernemental
CLSC des Eskers	270	Santé et services sociaux
Centre de santé Vallée-de-l'Or	256	Santé et services sociaux
Abitibi Consolidated (Papetière)	255	Industrie forestière
Blais R & Fils Inc.	250	Manufacturier
Aur Louvicourt Inc.	242	Industrie minière
Noranda Inc. (Mine Matagami)	237	Industrie minière
Agences Mirado Inc. (Les)	235	Services de sécurité et d'enquête
Les Métaux Billiton Canada Inc.	234	Industrie minière
A de La Chevrotière Ltée.	230	Manufacturier
Ross Finlay Ltée	230	Manufacturier
Uniboard Canada Inc. (Division Val-d'Or)	220	Industrie forestière
Abitibi Consolidated (Scierie)	208	Industrie forestière
Abitibi Consolidated (Opérations Forestières)	206	Industrie forestière
Industries Norbord (Scierie Senneterre)	198	Industrie forestière
Cambior (Division Géant Dormant)	193	Industrie minière
S.E.M.I. 2000	184	Construction
Tembec Division Temboard	182	Industrie forestière
Tembec Inc. (construction)	180	Industrie forestière
Wal-Mart Canada	178	Commerce de détail
Industries Norbord (Panneaux La Sarre)	178	Industrie forestière



Nom de l'entreprise	Emplois	Secteur d'activité
Industries Norbord (Scierie La Sarre)	178	Industrie forestière
Domtar Inc. (opérations forestières)	172	Industrie forestière
Domtar Inc. (scierie Lebel-sur-Quévillon)	172	Industrie forestière
Tembec Inc. (Béarn)	171	Industrie forestière
Industries Norbord (Panneaux Val-d'Or)	163	Industrie forestière
CSA Cité Étudiante Polyno	161	Éducation
Forage Major Dominik Inc.	161	Industrie minière
Pépinière Forestière de Trécesson	160	Industrie forestière
Ben Deshaies Inc.	160	Manufacturier
Coopérative forestière du Nord-Ouest	160	Industrie forestière
Forages Garant et Frères Inc.	159	Industrie minière
Tembec Inc. (Temlam)	158	Industrie forestière
La Forêt de Demain	150	Industrie forestière
Centre d'Interaction Proximédia Inc.	150	Télécommunications
Matériaux Blanchet Inc.	150	Industrie forestière
Imprimerie Quebecor Lebonfon	150	Manufacturier - Impression de formulaires commerciaux
Maison Pie XII Inc.	148	Santé et services sociaux
Tembec Inc. (Taschereau)	141	Industrie forestière
Mine Bouchard-Hébert	141	Industrie minière
Domtar Inc. (Malartic)	140	Industrie forestière
Abitibi Consolidated (Scierie)	140	Industrie forestière
P.L.C. Soudure Inc.	140	Soudure
Centre de réadaptation La Maison	132	Santé et services sociaux
Commission des Loisirs de La Sarre Inc.	132	Éducation
Alimentation Giroux Inc.	129	Alimentation
Centre hospitalier de La Vallée-de-l'Or et de soins psychiatriques régionaux	126	Santé et services sociaux
Scierie Landrienne Inc.	125	Industrie forestière
Commonwealth Plywood (déroulage)	120	Industrie forestière
A Bergeron & Fils Inc.	120	Transport - Camionnage de produits forestiers
Mine Mouska	120	Industrie minière
Dallaire Spécialités Inc.	118	Manufacturier
Transport F. Boisvert Inc.	117	Transport
Scierie Gallichan Inc.	116	Industrie forestière
Abitibi Consolidated (opérations forestières)	116	Industrie forestière
Hôtel Forestel Val-d'Or Inc.	111	Services
Domtar Inc. (Matagami)	109	Industrie forestière
Mine Beaufor	107	Industrie minière
La Foresterie A.S.L. Inc.	102	Industrie forestière
Ministère des Transports (région)	102	Paragouvernemental/Gouvernemental
Installations Minières Promecan	100	Manufacturier - Industrie minière
Abitibi Consolidated (Scierie)	100	Industrie forestière
Clair Foyer (Amos)	100	Santé et services sociaux
Caisse populaire d'Amos	100	Services
Ministère des Transports (Amos)	100	Paragouvernemental/Gouvernemental

Source : RHDCC. Service d'information sur le marché du travail, CRHC Abitibi-Témiscamingue, Liste des principaux employeurs, octobre 2004.

## ANNEXE 2

### Liste des principales entreprises de l'industrie forestière de l'Abitibi-Témiscamingue

Nom de l'entreprise	Municipalité	Emplois	Masse salariale
Abitibi Consolidated (Papetière)	Amos	265	13 250 000 \$
Abitibi Consolidated (Scierie)	Champneuf	100	3 500 000 \$
Abitibi Consolidated (Scierie)	Senneterre	124	4 340 000 \$
Commonwealth Plywood (Scierie)	Belleterre	47	1 645 000 \$
Commonwealth Plywood (Déroulage)	Tee-Lake	105	3 675 000 \$
Commonwealth Plywood (Déroulage)	Belleterre	62	2 170 000 \$
Commonwealth Plywood (Scierie)	Tee-Lake	73	2 555 000 \$
Domtar Inc. (Malartic)	Malartic	110	3 850 000 \$
Domtar Inc. (Val-D'or)	Val-d'Or	186	6 510 000 \$
Industries Norbord (Panneaux)	Val-d'Or	155	5 425 000 \$
Industries Norbord (Senneterre)	Senneterre	198	6 930 000 \$
Industries Norbord Inc. (La Sarre)	La Sarre	175	6 125 000 \$
Industries Norbord Inc. (Panneaux)	La Sarre	170	5 950 000 \$
Matériaux Blanchet Inc.	Amos	158	5 530 000 \$
Scierie Gallichan Inc.	Launay	100	3 500 000 \$
Scierie Landrienne Inc.	Landrienne	145	5 075 000 \$
Tembec Inc. (Cellulose)	Témiscaming	634	31 700 000 \$
Tembec Inc. (Béarn)	Béarn	146	5 110 000 \$
Tembec Inc. (La Sarre)	La Sarre	153	5 355 000 \$
Tembec Inc. (Scierie Tkl)	Témiscaming	56	1 960 000 \$
Tembec Inc. (Taschereau)	La Sarre	150	5 250 000 \$
Tembec Inc. (Temlam)	Ville-Marie	159	5 565 000 \$
Temboard	Témiscaming	182	9 100 000 \$
Temcell	Témiscaming	53	2 650 000 \$
Uniboard Canada Inc. (Val-d'Or)	Val-d'Or	265	9 275 000 \$
<b>Total Abitibi-Témiscamingue</b>		<b>3 971</b>	<b>155 995 000 \$</b>
Domtar Inc. (Lebel-Sur-Quévillon)	Lebel-sur-Quévillon	172	6 020 000 \$
Domtar Inc. (Matagami)	Matagami	109	3 815 000 \$
Abitibi Consolidated (Scierie)	Comtois	140	4 900 000 \$
Norkraft Inc.	Lebel-sur-Quévillon	503	25 150 000 \$
<b>Total Nord-du-Québec</b>		<b>924</b>	<b>39 885 000 \$</b>
<b>TOTAL de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec</b>		<b>4 895</b>	<b>195 880 000 \$</b>

Source : Service d'information sur le marché du travail (RHDC), Liste des principaux employeurs, 2002. La masse salariale est une estimation pour le secteur et non pour l'entreprise.

### ANNEXE 3

#### Liste des principales entreprises de construction de l'Abitibi-Témiscamingue

Nom de l'entreprise	Municipalité	Emplois	Masse salariale
Lamothe (Division Sintra) Inc.	Rouyn-Noranda	130	3 900 000 \$
Bradley Bros Ltée	Rouyn-Noranda	105	3 150 000 \$
Tembec Inc. (Construction)	Témiscaming	100	3 000 000 \$
Installations Minières Promecan	Dubuisson	100	3 000 000 \$
Fournier L et Fils Inc.	Val-d'Or	80	2 400 000 \$
Manseau & Perron Inc.	Rouyn-Noranda	60	1 800 000 \$
JY Moreau Electrique Inc.	Rouyn-Noranda	60	1 800 000 \$
Construction Norascon Inc.	Amos	50	1 500 000 \$
Semi 2000	Rouyn-Noranda	50	1 500 000 \$
Massenor (1992) Inc.	Val-d'Or	50	1 500 000 \$
King Construction	Notre-Dame-du-Nord	42	1 260 000 \$
Béton Fortin	Amos	40	1 200 000 \$
Construction Val-d'Or Ltée	Val-d'Or	38	1 140 000 \$
Gabriel Aubé Inc.	La Sarre	35	1 050 000 \$
Industrie Blais	Rouyn-Noranda	35	1 050 000 \$
Construction N. Martel	Rouyn-Noranda	30	900 000 \$
Pyrobec Inc.	Val-d'Or	28	840 000 \$
Construction Ross	Senneterre	28	840 000 \$
Vego	Val-d'Or	25	750 000 \$
Construction Toussaint	Destor	23	690 000 \$
Chevrons Rouyn-Noranda	Rouyn-Noranda	20	600 000 \$
Norbell-Brunel Refrigération	Val-d'Or	20	600 000 \$
Construction Talbon Inc.	Rouyn-Noranda	20	600 000 \$
Moreau Industriel	Rouyn-Noranda	20	600 000 \$
Industries Pard Inc.	Rouyn-Noranda	19	570 000 \$
XLS Instrument Inc.	Sullivan	18	540 000 \$

Source : Service d'information sur le marché du travail (RHDCC), Liste des principaux employeurs.